



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraites de sujets ont été effectués.

DIFFUSION EN DIRECT SUR YOUTUBE

Nous encourageons les membres du public de visionner les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation du confort de leur maison.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.

En raison de l'espace limité, une inscription pour réserver une place est fortement recommandé afin d'assister à une réunion en présentiel. Si vous voulez réserver un siège, veuillez communiquer avec le bureau de la Greffe au 613-764-5444, poste 242 ou par courriel à janglois-caisse@nationmun.ca.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Vous pouvez soumettre vos questions ou commentaires portant sur l'un des sujets à l'ordre du jour en remplissant notre formulaire en ligne avant midi le jour de la réunion : <https://nationmun.ca/conseil-et-employes/conseil/proces-verbaux-et-ordres-du-jour#questions>.



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-15

Type : Ordinaire

Date : 10 juillet 2023

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de Ville, 958 Route 500 W, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Huis clos

Ordre du jour

- 1. Ouverture de l'assemblée**
- 2. Modifications et additions à l'ordre du jour**
- 3. Adoption de l'ordre du jour**
- 4. Déclaration de conflit d'intérêt**
- 5. Session Huis clos**

5.1 Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme

5.1.1 Rapport PLA-10-2023, Libération d'une condition de vente, acquisition de terrain

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de conseil ordinaire tenue le 26 juin 2023

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Marc Legault, Directeur des travaux publiques

8.1.1 Rapport TP-14-2023, Demande de permission
Construction Concession.16

8.1.2 Rapport TP-15-2023, Caserne de St-Isidore, Toiture

8.1.3 Rapport TP-16-2023, Nomination d'ingénieurs pour le pont C001, Chemin
Latour (Route 800)

8.2 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

8.2.1 Rapport PLA-11-2023, Mise à jour au sujet du Plan Directeur d'eau et
d'égout sanitaires de Limoges, *rapport à suivre*

8.2.2 Rapport PLA-12-2023, Noms de rues, Lotissement Cité Limoges

8.3 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

8.3.1 Rapport RE-11-2023, Assurance utilisateur

8.4 Éric Leroux, Surintendant de drainage

8.4.1 Rapport drainage #2023-0605, juin 2023

9. Avis de motions proposées

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 85-2023, retrait de contrôle de partie de lot, 54, 56, 58 & 60 rue
Horizon, St-Albert

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

14. Autres

15. Rapports mensuels divers

15.1 BESO – Flambées en cours

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Ville d'Ottawa – Avis aux résidents – Épandage de Biosolides – Lots 7 & 8, Concession 3, Caledonia

16.3 Municipalité de North Perth, Résolution au sujet de la Déclaration de principes provinciale proposée

16.4 Canton de South Glengarry – Résolution au sujet de la conservation d'excédent du produit des ventes

16.5 Ville de Woodstock – Lettre au sujets des changements au Code de La Route

16.6 Municipalité de North Perth – Résolution au sujet des postes vacants de Chef de service du bâtiment

17. Événements à venir

17.1 15 juillet 2023 – Riceville Agricultural Society – Backyard BBQ

17.2 24 juillet 2023 – Réunion de conseil ordinaire

17.3 30 juillet 2023 – Portes ouvertes, Église St-Bernard à Fournier

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

19. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-14

Type : Ordinaire

Date : 26 juin 2023

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de Ville, 958 Route 500 W, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Huis clos

18h00 : Julie Leroux, Délégation au sujet du Centre communautaire de Caledonia

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, oui

Conseiller quartier 1 Tim Stewart, oui

Conseiller quartier 2 Alain Mainville, oui

Conseiller quartier 3 Danik Forgues, oui

Conseiller quartier 4 Raymond Lalande, oui

Conseiller quartier 5, Daniel Boisvenue, oui

Conseillère quartier 6 Marjorie Drolet, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière

Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

Nicholas Pigeon, Gérant de l'eau et des eaux usées
Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme
Marc Legault, Directeur des travaux publics
Hugo Pouliot, Directeur adjoint des travaux publics
Amélie Deschamps, Coordinatrice de la communication et du marketing
Alexandre Ranger, Trésorier adjoint

Membres du public présents

Julie Leroux

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 238-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

Addition :

Sujet 17.5 : 15 juillet 2023, *Riceville Agricultural Society, Backyard BBQ*

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 239-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Aucune

5. Session Huis clos

Ajournement pour huis clos

Résolution : 240-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **16h31** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la Loi municipale 2001 :

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

- b)** des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;
- c)** l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;
- e)** les litiges actuels ou éventuels, y compris les questions dont les tribunaux administratifs sont saisis, ayant une incidence sur la municipalité ou le conseil local;
- f)** les conseils qui sont protégés par le secret professionnel de l'avocat, y compris les communications nécessaires à cette fin;
- k)** une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

Adoptée

Réouverture après huis clos

Résolution : 241-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **17h34**

Adoptée

5.1 Procès-verbaux de la session à huis clos tenue le 12 juin 2023

5.1.1 Affaires découlant de procès-verbaux antérieurs

5.2 Alexandre Ranger, Trésorier adjoint

5.2.1 Rapport F-10-2023, Débentures sur les impôts fonciers

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

- b)** des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

Résolution : 242-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à huis clos à sa réunion du 26 juin 2023 par le Trésorier adjoint dans le rapport F-10-2023.

Carried

5.3 Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme

5.3.1 Rapport PLA-9-2023, Négociations avec une corporation

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

5.4 Nicholas Pigeon, Directeur de l'eau et eaux usées (intérimaire)

5.4.1 Rapport WS-05-2023 – Litige potentiel avec un contracteur

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

e) les litiges actuels ou éventuels, y compris les questions dont les tribunaux administratifs sont saisis, ayant une incidence sur la municipalité ou le conseil local;

f) les conseils qui sont protégés par le secret professionnel de l'avocat, y compris les communications nécessaires à cette fin;

Résolution : 243-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à huis clos à sa réunion du 26 juin 2023 par le Directeur des eaux et égouts (intérimaire) dans le rapport WS-05-2023.

Carried

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de conseil ordinaire tenue le 12 juin 2023

Résolution : 244-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le procès-verbal de l'assemblée suivante soit adopté tel que présenté :

- Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 12 juin 2023

Adoptée

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Marc Legault, Directeur des travaux publiques

8.1.1 Rapport TP-13-2023, Acquisition de terrain pour le Parc Innovation II

Résolution : 247-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à sa réunion du 26 juin 2023 par le Directeur des travaux publiques dans son rapport TP-13-2023.

Adoptée

8.2 Amélie Deschamps, Coordonnatrice de la communication et du marketing

8.2.1 Politique RH-03-2023 – Politique de médias sociaux pour les employés

Résolution : 245-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la Politique sur les médias sociaux # RH-03-2023 telle que présentée par la Coordinatrice de la communication et du marketing à la réunion de Conseil 26 juin 2023.

Adoptée

8.3 Josée Brizard, DG-Greffière

8.3.1 Plan pluriannuel sur l'accessibilité 2023-2028

Résolution : 246-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le Plan pluriannuel d'accessibilité 2023-2028 tel que présenté à sa réunion du 26 juin 2023 par la DG-Greffière.

Adoptée

9. Avis de motions proposées

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

11.1 Julie Leroux, Délégation au sujet du Centre communautaire de Caledonia

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 85-2023, retrait de contrôle de partie de lot, 54, 56, 58 & 60 rue Horizon, St-Albert

Sujet tablé et reporté à une réunion ultérieure

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

Résolution : 248-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le conseil approuve les comptes payables jusqu'au 15 juillet 2023.

Pièce justificative 12: **3 780 820,57 \$**

Adoptée

14. Autres

14.1 Demande d'exemption au règlement sur le bruit – Valérie Laplante and Mathieu Fortier
Réception de mariage

Résolution : 249-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la demande de Valérie Laplante et Mathieu Fortier pour une exemption au règlement sur le bruit commençant le 23 septembre 2023 à 23h00 et se terminant le au 24 septembre 2023 à 1h00 a.m. pour une réception de mariage sur la rue des Pins à Limoges.

Adoptée

14.2 Demande pour un permis d'occasion spécial – *Riceville Agricultural Society*
Foire agricole annuelle

Résolution : 250-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil de la municipalité de La Nation endosse et appuie *Riceville Agricultural Society* pour la demande auprès de la province pour un permis d'occasion spéciale pour l'événement qui aura lieu les 25, 26 et 27 août 2023 au Village de Riceville, ceci étant une activité municipale significative.

Qu'il soit aussi résolu que la municipalité de La Nation n'assume aucune responsabilité pour les réclamations et/ou poursuites éventuelles résultant de ces activités.

Adoptée

15. Rapports mensuels divers

15.1 BESO – Flambées en cours

15.2 Approbation du Plan NASM – 60570, 8635234 Canada Inc.

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Municipalité de West Grey – Lettre au sujet de l'infrastructure Bell Hydro

16.3 Municipalité de West Grey – Lettre au sujet des changements au Code de la Route

16.4 Canton de Alfred et Plantagenet – Invitation au tournoi de golf annuel

16.5 Ministère du Solliciteur général – Condoléances pour la perte du Sergent Eric Mueller

16.6 GLF Environmental – Avis de soumission du Rapport d'étude d'évaluation environnementale, développement futur de l'installation de traitement des déchets de l'Est de l'Ontario

16.7 Ville de Bradford West Gwillimbury – Motion d'endossement pour le mouvement « droit à la réparation »

Résolution : 251-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que la correspondance telle que décrite à l'ordre du jour du 26 juin 2023 soit reçue.

Adoptée

17. Événements à venir

17.1 1^{er} juillet 2023 – Fête du Canada (Bureau fermé le 3 juillet)

17.2 10 juillet 2023 – Réunion de conseil ordinaire

17.3 24 juillet 2023 – Réunion de conseil ordinaire

17.4 30 juillet 2023 – Portes ouvertes, Église St-Bernard à Fournier

17.5 15 juillet 2023 – *Riceville Agricultural Society, Backyard BBQ*

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 252-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le règlement no 86-2023, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 26 juin 2023, soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

19. Ajournement

Résolution : 253-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **18h41**.

Adoptée



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: TP-14-2023

Sujet : Demande de permission – construction concession 16

Préparé par: Joanne Bougie-Normand, assistante

Révisé par : Marc Legault, directeur des Travaux publics

Révisé par : Directrice générale/greffière

Date de la réunion : 10 juillet 2023

Contexte

Demande de permission de construire un bout de chemin dans la concession 16 – 305 mètres (1000 pieds) à partir du chemin Leroux.

Rapport

À la suite d'une demande des propriétaires du terrain SE PT. Lot 23, concession 15, cadastre : 02-12-026-015-06805 pour faire la construction de 305 mètres (1000 pieds) de chemin afin de pouvoir construire une maison.

Les propriétaires seraient responsables d'effectuer et payer tous les frais de construction selon les normes établies par la voirie de la municipalité.

Je recommande de donner la permission aux propriétaires et de faire signer une entente pour ce projet de construction. Les travaux seraient sous la surveillance du directeur adjoint. La municipalité sera responsable par la suite de l'entretien de ce bout de chemin (1000 pieds) dans la concession 16.

Considérations financières

Les propriétaires seraient responsables de payer tous les frais de construction selon les normes établies par la voirie.

Recommandation

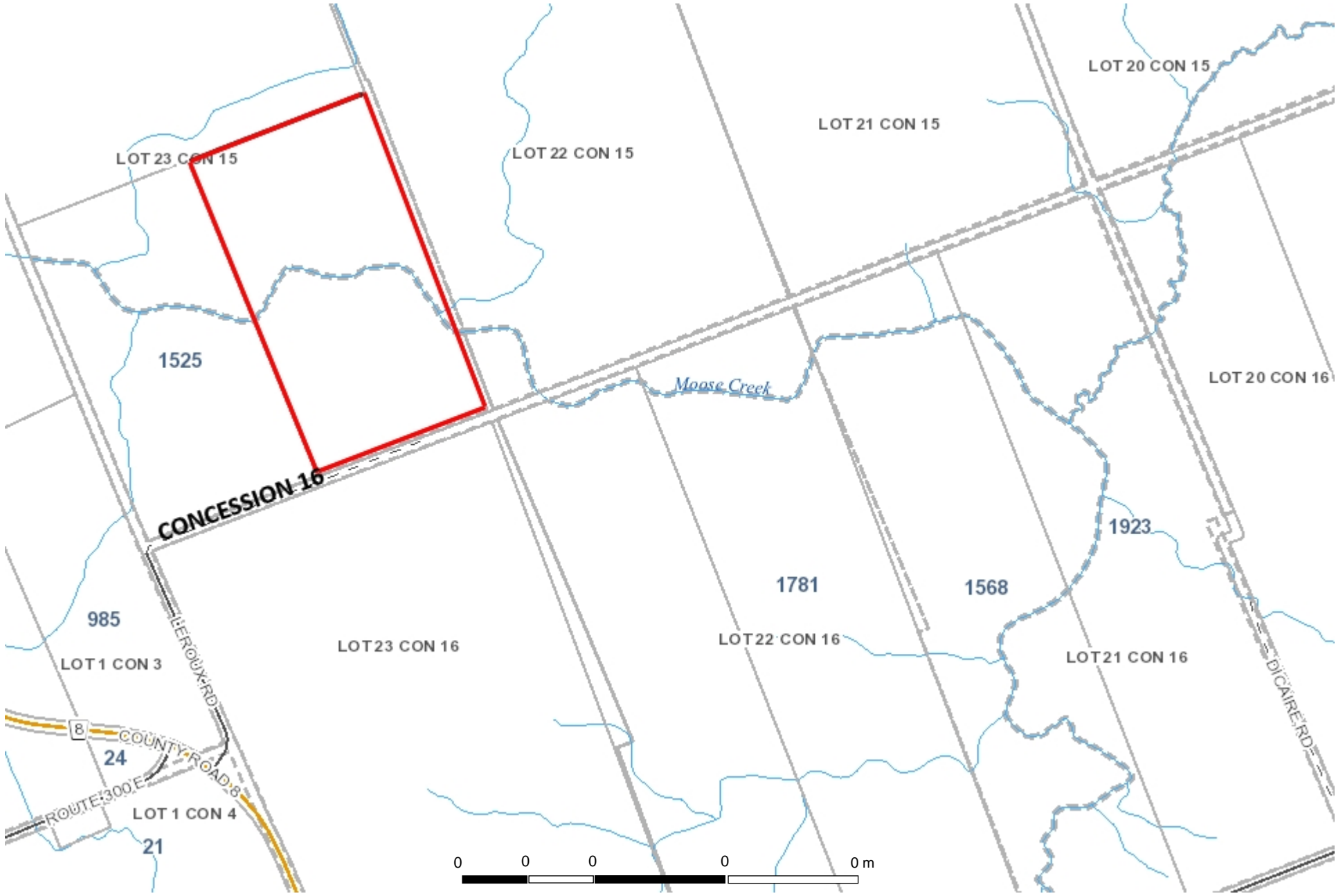
Il est résolu que le conseil municipal accepte le rapport TP-14-2023 du directeur des Travaux publics et qu'une permission soit donnée aux propriétaires d'effectuer les travaux de construction – 305 mètres (1000 pieds) à partir de l'intersection du chemin Leroux et de la concession 16 à 100% à leurs frais et selon les normes établies par la voirie.

Que l'entente soit préparée et signée par le directeur des Travaux publics et par la directrice générale/greffière.

Pièces jointes

- Carte routière

CONCESSION 16 - 2023



Map generated by UCPR A la Carte web mapping application. The United Counties of Prescott and Russell disclaims all responsibility for errors, omissions or inaccuracies in this publication. Do not rely on it as being a precise indicator of routes or location of features. Produced by UCPR under Licence with the OMNR. © Queen's Printer for Ontario, 2021. © 2021 United Counties of Prescott and Russell, All rights reserved.



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: TP-15-2023

Sujet : Caserne St-Isidore - toiture

Préparé par: Joanne Bougie-Normand, assistante

Révisé par : Marc Legault, directeur des Travaux publics

Révisé par : Mario Villeneuve, Chef pompier

Révisé par : Nadia (Lockhart) Knebel, trésorière

Révisé par : Directrice générale/greffière

Date de la réunion : 10 juillet 2023

Contexte

À la demande des membres de Conseil à la réunion du 12 juin d'obtenir des prix pour fournir et installer bardeaux d'asphalte sur le toit de la caserne à St-Isidore.

Rapport

Quatre entrepreneurs ont reçu une invitation pour soumettre un prix pour le projet cité en rubrique. Nous avons reçu une comme suit :

Fournisseur	Prix \$ - Incluant T.V.H.	Date & heure – par courriel
1897340 Ontario Inc.	47 262.25	6/28/2023 (8h44)

Je recommande la cotation de 1897340 Ontario Inc. Comme il n'y a pas aucun montant au budget 2023, je propose qu'un montant temporairement soit prélevé dans la réserve caserne pompiers /terrain et que le montant soit au budget 2024 à titre de réparation d'immobilisation sous les bâtiments (N-3000-8052-7500) afin de rembourser la réserve.

Considérations financières

MATÉRIAUX ET MAIN D'OEUVRE	Coût
Coût total avec 13% TVH	47 262,25\$
Prix, sans taxe 13% TVH	41 825,00\$
Partie TVH non remboursable	<u>736,12\$</u>
Prix total à la municipalité	42 561,12\$
Budget 2023	0\$
Montant provenant de la réserve caserne/terrain	<u>-42 561,12\$</u>
Solde non provisionné	0\$

)

Recommandation

Il est résolu que le conseil municipal accepte le rapport TP-15-2023 du directeur des Travaux publics et que la soumission Road-11-2023 soit accordée à 1897340 Ontario Inc. pour la somme 47 262,25 \$ incluant la taxe pour fournir et installer bardeaux d'asphalte sur la toiture de la caserne St-Isidore suivant les spécifications demandées.



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: TP-16-2023

Sujet : Nommer une firme d'ingénieurs– Pont C001 sur chemin Latour (Route 800 E)

Préparé par : Joanne Bougie-Normand, assistante du directeur

Révisé par : Marc Legault, directeur des Travaux publics

Révisé par : Nadia Knebel, trésorière

Révisé par : Josée Brizard, directrice générale / greffière

Date de la réunion : 10 juillet 2023

Contexte

Le pont (C001) existant qui enjambe le ruisseau Butternut sur le chemin Latour a atteint la fin de sa durée de vie utile. Depuis 2018, la municipalité prévoit remplacer ce pont sur le chemin Latour (route 800 E). Afin d'être prêt pour la construction en 2024, la prochaine étape est de nommer une firme d'ingénieurs pour entreprendre la conception détaillée pour le remplacement du pont Butternut Creek.

Rapport

La firme d'ingénieurs McIntosh Perry Consulting Engineers Ltd. a commencé en 2018 à travailler sur la conception du remplacement de la structure, mais le projet a été suspendu. En janvier 2023, le Conseil a accepté d'aller de l'avant avec la solution 3 consistant à remplacer le pont existant et de conclure une entente avec le propriétaire adjacent puis faire la construction en 2024.

Étant donné que McIntosh Perry a déjà un point de départ avec la conception et que certains des travaux sont faits, je propose de continuer avec ladite firme d'ingénieurs. Le coût soumis est très compétitif et nous contraignons également avec un calendrier serré.

Aussi en 2022, la municipalité et la Ville d'Ottawa ont opté pour une conception détaillée pour le remplacement du pont Indian Creek au coût d'environ 160 000 \$ alors je suis satisfait de l'offre de services de McIntosh Perry.

Considérations financières

En 2022, un montant de 170 000 \$ avait été budgétisé pour le remplacement du pont. De ce montant, 31 631,74 \$ ont été dépensés pour le projet et le solde a été laissé en réserve puisque le remplacement a été reporté en 2024. Ainsi, le solde de 138 368,28 \$ est en réserve pour ce projet et, avec l'approbation du conseil, pourrait être utilisé pour couvrir le coût de la conception détaillée en 2023. Le solde restera en réserve pour le remplacement du pont en 2024.

Recommandations

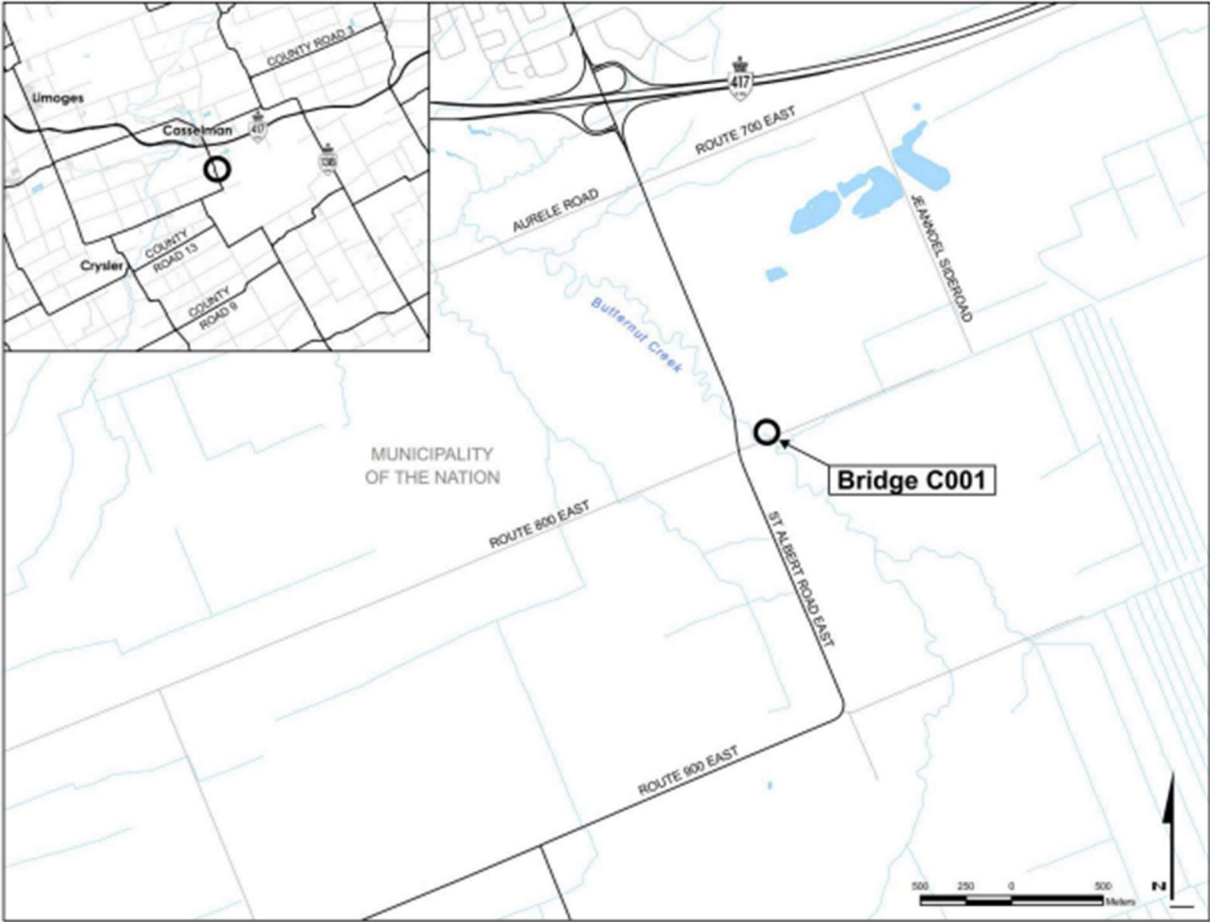
Qu'il soit résolu que le Conseil accepte la recommandation présentée par le directeur des Travaux publics dans son rapport TP-16-2033 et que la firme d'ingénieurs McIntosh Perry Consulting Engineers Ltd. soit nommée pour entreprendre la conception détaillée du remplacement du pont Butternut Creek (structure C001) sur le chemin Latour pour la somme de 84 525,50\$ plus TVH.

Il est résolu que le directeur des Travaux publics soit autorisé à signer l'entente de l'offre de services professionnels.

Pièce jointe

- 1- Carte démontrant l'endroit du pont

Pont C001 sur le chemin Latour (route 800 E)





Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: PLA-12-2023

Sujet : Noms de rue Lotissement Citée Limoges (SUB-02-2021)

Préparé par : Guylain Lafleche, Directeur du Service de l'aménagement du territoire

Revisé par : Josée Brizard, Directrice Générale/Greffière

Date de la réunion : 10 juillet 2023

INTRODUCTION :

À l'intérieur de la procédure de lotissement, filière SUB-02-2021, le développeur propose les noms de rues en annexe 1.

CONCEPT :

Les noms de rue sont laissés au choix du développeur mais le SAT aimerait avoir l'approbation du Conseil.

Ces noms de rues ont reçu l'acceptation du Service d'urgence des CUPR.

CONSIDÉRATION FINANCIÈRE :

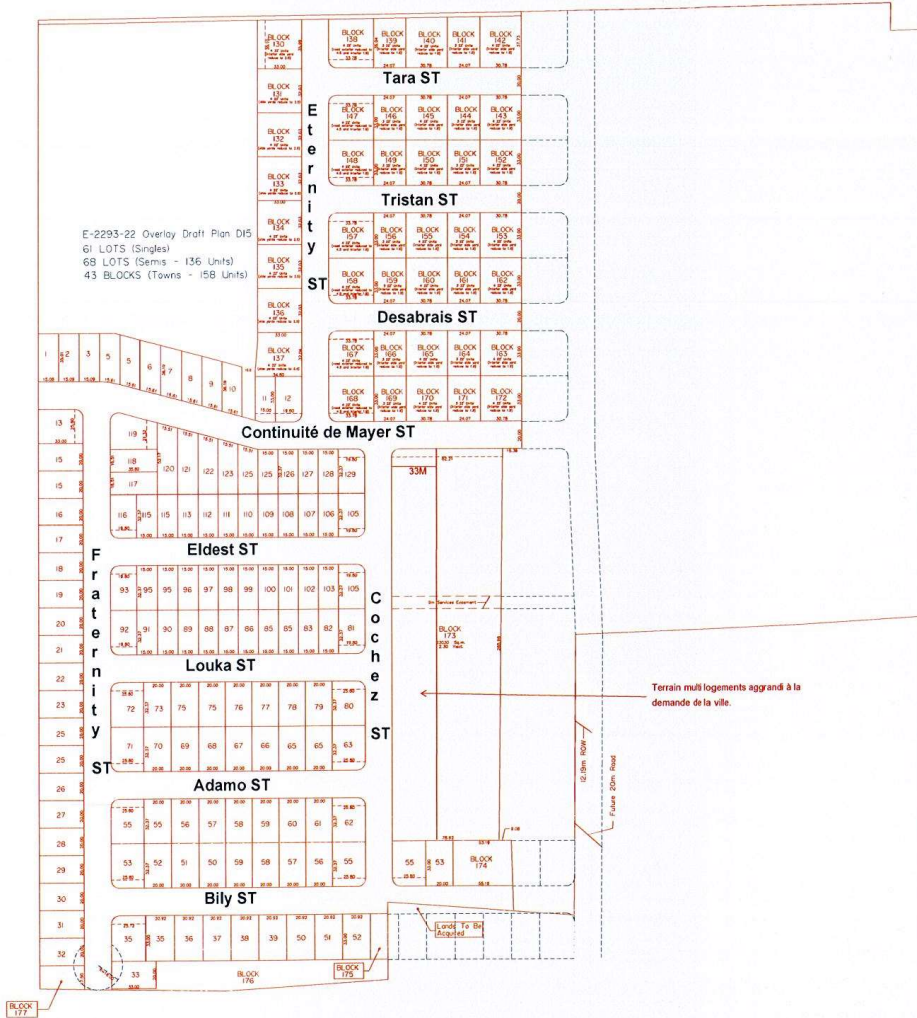
Aucune

RECOMMANDATIONS :

Le Service recommande que le Conseil accepte les noms de rue pour le lotissement, filière SUB-02-2021

Guylain Lafleche, MCIP RPP

Directeur du SAT





Rapport au Conseil

Numéro du rapport : RE-11-2023

Sujet: Assurance des utilisateurs

Préparé par : Carol Ann Scott, directrice des loisirs

Révision : Josée Brizard, DG-Greffière

Date de la réunion : 10 juillet 2023

Context

Le département demande l'approbation de mettre en œuvre un programme d'assurance des utilisateurs pour toutes les locations de salles, de terrains, de patinoires et de parcs et demande la direction du Conseil sur l'opportunité de le rendre obligatoire pour tous les utilisateurs.

Rapport

Le personnel a travaillé avec Halpenny Insurance Broker pour obtenir des estimations pour les taux d'assurance pour une variété d'activités qui se déroulent dans les installations de la municipalité. Ces types de location comprennent la location de salles pour les mariages ou les réunions de famille, la location de glace pour les réunions de famille, les ligues de garage et la location d'installations, y compris l'espace extérieur pour les spectacles de vendeurs, les matchs de baseball, la location de terrains de soccer, etc. En décembre 2022, le département a recommandé d'introduire progressivement une assurance pour toutes les locations de terrains, parcs et patinoires en 2023. Nous avons vu cependant que la plupart des utilisateurs privés ne savent pas comment procéder pour obtenir une attestation de responsabilité ou ont invoqué un coût très élevé pour assurer leur activité. Il est régulièrement demandé au personnel si la Municipalité prévoit ce type de couverture d'assurance dans le cadre de la location.

Marsh/Jardine Lloyd Thompson Canada Inc. offre un « programme annuel de groupe d'utilisateurs à faible risque » qui est en place pour couvrir les tiers utilisateurs des installations municipales. Les tarifs offrent une couverture pour tout individu ou groupe communautaire louant une installation municipale souhaitant organiser un événement ou une activité. La municipalité est automatiquement ajoutée comme assuré supplémentaire.

Le guide des taux ci-joint indique le taux par type d'événement pour une couverture de 5 000 000 \$. Halpenny a demandé que la municipalité fournisse une estimation du type et du nombre d'activités aux diverses installations. Une prime annuelle sera basée sur cette liste du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024.

D'autres municipalités telles que Glengarry Nord et le Village de Casselman ont rendu l'assurance obligatoire pour toutes les locations et l'ajoutent directement aux contrats. Si le client apporte la preuve de sa propre assurance, le contrat est ajusté par la suite. Notre compagnie d'assurance a aussi fortement recommandé qu'elle soit obligatoire. Le département attend des directives du Conseil sur l'option 1 : rendre l'assurance obligatoire pour toutes les locations à l'avenir et l'ajouter directement sur les factures de toutes les locations (à supprimer si le client fournit une preuve de sa propre assurance) ou 2) offrir en option pour nos clients. Si l'option 1 est choisie, les contrats existants ne seront pas obligés de payer l'assurance, mais seront quand même contactés et proposés.

Pertinence aux priorités

Lorsque l'utilisateur a sa propre police d'assurance, il y a moins de risque pour la municipalité. La police d'assurance du client entrerait en vigueur en premier en cas d'incident. Une police d'assurance offre une protection à la fois au client et à la municipalité.

Considération financière

Ceci est neutre en termes de coûts, car les primes d'assurance seront payées par les utilisateurs de l'installation. La municipalité paiera la prime d'assurance estimée après le 1er

juillet 2023 à l'assureur. Les tarifs collectés auprès des utilisateurs seront enregistrés et calculés par rapport à la prime. À la fin de l'année, en cas de trop-payé de la prime, les fonds seraient retournés par la compagnie d'assurance à la municipalité. En cas de sous-paiement, la prime serait remboursée avec les tarifs d'assurance collectés auprès des utilisateurs. L'estimation de la prime pour la période du 1er juillet au 30 juin 2024 est de 6 547,00 \$ + 8 % de taxe d'assurance de l'Ontario.

Recommandation

Que le Conseil examine le rapport et la grille tarifaire et approuve d'offrir l'assurance usager à ses clients. Que le Conseil décide de rendre l'assurance obligatoire - option 1 à compter du 10 juillet 2023 et intègre le taux d'assurance dans les frais et charges d'utilisation ou choisit l'option 2 et offre une assurance aux utilisateurs, mais elle n'est pas obligatoire.

Pièces ci-joints

Rate Guide Bordereaux Reporting (\$5M) as of Dec.1st 2022

Annual Event Liability - Bordereaux Policy
LCIS / ENFP Facility User Rates \$5,000,000 Limits of Liability

The below does not include 8% sales tax that will need to be added

Non Sporting Events or Occasions											
Anniversaries, arts, art shows and exhibits, auctions, banquets, bazaars, birthday parties, bridge, chess clubs, craft shows, health fairs, bingo, dance parties, dance recitals,											
Number of People Attending Event/Rental Per Day	No Alcohol					Alcohol					
	Hourly Rate	1 Day Event	2 Day Event	3 Day Event	4+ Day Event	Hourly Rate	1 Day Event	2 Day Event	3 Day Event	4+ Day Event	
0-50	\$1.16	\$11.55	\$17.33	\$23.10	Refer	\$11.55	\$57.75	\$103.95	\$150.15	Refer	
51-100	\$2.31	\$17.33	\$23.10	\$28.88	Refer	\$13.86	\$69.30	\$127.05	\$184.80	Refer	
101-150	\$4.62	\$23.10	\$28.88	\$34.65	Refer	\$16.17	\$80.85	\$150.15	\$219.45	Refer	
151-200	\$9.24	\$28.88	\$34.65	\$40.43	Refer	\$18.48	\$92.40	\$173.25	\$254.10	Refer	
201-250	\$11.55	\$34.65	\$40.43	\$46.20	Refer	\$20.79	\$103.95	\$196.35	\$288.75	Refer	
251-350	\$13.86	\$40.43	\$46.20	\$51.98	Refer	\$23.10	\$115.50	\$219.45	\$323.40	Refer	
351-500	\$17.33	\$46.20	\$51.98	\$57.75	Refer	\$28.88	\$127.05	\$231.00	\$358.05	Refer	
501+	Refer	Refer	Refer	Refer	Refer	Refer	Refer	Refer	Refer	Refer	
Picnics (No Alcohol) Up to 250 attendees	\$2.63 per day										
* if alcohol, add on alcohol hourly rate from above											
Meetings, seminars, speakers, workshops/classroom instruction (No Alcohol)					Per Hour						
* if alcohol, add on alcohol hourly rate from above											
					1-100	\$1.73					
					101-250	\$2.89					
					250-500	\$6.07					
					500+	Refer					
** If hourly rate exceeds the 1 Day rate, charge the 1 day rate.											

Sporting Events or Activities (Non Leagues & Tournaments)											
<i>Low Risk</i> Badminton, baton twirling, bowling, curling, dance lessons, horseshoes, lawn bowling, public skating, shuffle board, table tennis, tai chi, tennis, bocce.											
<i>Medium Risk</i> Roller skating, baseball, basketball, broomball, cheerleading, cricket, dodge ball, dry land training, field hockey, figure skating, fitness classes, frisbee, handball, pickle ball, racquet ball, ringette, slo-pitch, soccer, softball, squash, swimming with life guard, ultimate frisbee, synchronized swim, speed skating, synchronized skating, power skating, splash pad rentals, t-ball, track & field, dancing, volleyball, yoga.											
<i>High Risk</i> Soft touch martial arts, rugby, scuba diving, sledge hockey, skateboarding, BMX Biking, non-contact sports (pick up hockey, pick up lacrosse, touch/flag football), Ball/roller/floor hockey, kabaddi, rollerblading.											
*For any activities not indicated above, please refer to broker.											
Number of Participants	Low Risk			Medium Risk			High Risk				
	Hourly	Per Day	Per Season	Hourly	Per Day	Per Season	Hourly	Per Day	Per Season		
0-25	\$0.87	\$23.10	\$115.50	\$1.73	\$42.00	\$173.25	\$2.31	\$57.75	\$231.00		
26-50	\$1.73	\$28.88	\$144.38	\$3.47	\$47.25	\$202.13	\$4.62	\$69.30	\$259.88		
51-100	\$2.31	\$51.98	\$173.25	\$5.78	\$63.00	\$288.75	\$6.93	\$86.63	\$317.63		
100-250	\$2.89	\$86.63	\$202.13	\$9.24	\$105.00	\$346.50	\$11.55	\$173.25	\$404.25		
250 +	Refer	Refer	Refer	Refer	Refer	Refer	Refer	Refer	Refer		
Any event over 3 consecutive days is a company referral										Page 1	

Concessions, Kiosk and Vendors (Must be certified and approved by health board with proof of certificate if selling food or beverages)			
	Sale of non food or drink items	Sale of food and drink items	Blanket cover for all vendors
Per Day	\$28.88	\$55.44	
Per Week	\$57.75	\$144.38	
Per Month	\$103.95	\$393.75	
3-6 Months	\$519.75	\$721.88	

Tournaments (rates are per tournament)*	Low Risk Only	Medium Risk Only	High Risk Only	
0-8 Teams	\$231.00	\$420.00	\$577.50	*Maximum number per team is 25 as per the application
9-16 Teams	\$323.40	\$588.00	\$808.50	
16-21 Teams	\$462.00	\$840.00	\$1,155.00	
21 Teams+	Refer	Refer	Refer	

Leagues (Municipal Facilities Only) Up to 30 players per team Up to 25 teams per league Anything above 30 players or 25 teams refer to Marsh	\$202.13 per team
--	-------------------

Camps / Schools (Low Risk & Medium)	\$2.60 per player with a minimum of \$130	Includes overnight
Camps / Schools (High Risk)		
Non- Contact	\$5.78 per player with minimum \$289	
Controlled Contact – No scrimmaging, 1 on 1 only- Hockey Only	\$11.55 per player minimum \$577.50	

Concerts, fairs, circuses, walk a thons, other large events	Refer to broker
Exclusions: Alpine skiing, bike racing, boxing, climbing walls, contact sports (including hockey, lacrosse, martial arts), cycling,	
<i>*For any event excluded or not listed please contact Marsh Canada for a stand alone policy.</i>	Page 2

Leroux Consultant

Eric Leroux

655, Rue Albert Plantagenet, Ontario K0B 1L0

Cell: (613) 223-9824

June 30th, 2023

File Reference 2023-0605

The Nation Municipality

3248 county Road 9

Fournier, Ontario

K0A 1G0

Attention : Ms. Joanne Bougie-Normand

RE : Drainage Superintendent Duties

Dear Ms. Bougie-Normand

Please find enclosed a brief description of work performed for the period between from June 1st to June 30th, 2023.

General Drainage concerns

- 1) I attended the D.S.A.O. meeting that we held at the Nation Golf club in Curran. The association's Chapter 6 second meeting at this site since Leroux Consultant has been appointed as Drainage Superintendent at Alfred-Plantagenet. We discuss different drainage issues in regards to different regulations under MECP, MNRF, SNCA, and DFO. We had a Drainage Course report for the one day Drainage Courses days held at the City of Clarence-Rockland on June 1st and second. The Chapter 6 had requested for OMAFRA and Ridgeway College to organise a drainage day course in the eastern Ontario area, but a not received a positive answer. Chapter 6 as organised a first Drainage Day, which added a second one-day course as the municipalities and South Nation CA in the area where we had diverse departments attending have very well received the response. We had 79 in-person attendees, and 8 online attendees only offered to people that would have been travelling further than two hours to attend the meeting. The courses had many different aspects that municipal staff would have to encounter either during development planning, drainage issues, common law or through the Ontario Drainage Act. The courses received many good comments as we had a great knowledgeable speaker. I attended both days and met with many municipal staff members from Prescott & Russell municipalities. I had great discussions with many different departments to discuss drainage issue and how every department as to deal with each different situation.
- 2) We have planned and organised a meeting to have a preliminary meeting with the landowners in the watershed of the Caledonia Creek municipal drain.

This meeting was to have an open discussion about having received a few calls and met with concerned owners this spring asking for maintenance and repairs to the drain. I wanted to give information to the landowners and to discuss the fact that the engineers report was old and outdated, and it would not be possible to be used to assess cost after maintenance would be performed. The latest engineer's report-giving jurisdiction was from 1957. We had to do a very intense search of the drainage files to find that the drain report had been accepted under a third reading by-law #10-1957. This gave us confirmation that the drain is a municipal drain as we had to go to the council meeting minutes to find all the documentation to provide every details. During our research of the drain, we noticed that the McMaster in the upper Nation, and MacMaster municipal drain in the North Glengarry municipality of the watershed had changed the upper end jurisdiction. This would mean that the schedule of assessments would need to be updated to reflect the benefit and outlet charges for this section. We also saw that the Alfred-Plantagenet area lots severances did not match the plan of the engineer's report, and also needed to be updated to be able to assess fair cost share with the exact information for each landowner.

We had invited the landowners of the whole watershed to inform everyone that they could be receiving notices or invoices for future procedures. There were approximately 15% of the watershed landowners in attendance. I received many calls from landowners that could not attend as they were asking for details and reason for the meeting. The owners were mostly people closer to the benefit area of the drain in the Nation. The Drainage Superintendents for North Glengarry assisted me by representing their constituents. I gave the owners three options that could be considered in regards to this municipal drain. The first options would be to abandon the municipal if nobody were for spending money to update the engineers report's plan and schedule of assessments. The second option was for the municipal council to appoint an engineering firm to update the plan and schedule of assessments to be able to at least perform maintenance and repairs where needed to keep flow levels at the lowest elevation possible. The third options would be for the municipal council to appoint an engineering firm to draft a new engineer's report including the review of the structural and numbers of the schedules to set the drain with safer stable slopes, and revise the entire schedule of assessment. I explained that the municipality had the liability of a legal municipal drain with no way to be able to perform work to it. This was not a position I would recommend to the municipality, as the municipal drain documentation as to be up to date. I proposed the second option being the least that could be done legally to continue to able to help concerned owners with blockages, repairs and provide support to keep the flow of the drain where nobody could install a restrictive structure without an engineering plan accepted by governing agencies and the municipality. Every landowner in the St-Bernardin area realises that the slopes are very steep, and could be unstable and it would cost millions to have an engineering firm design a new report and go to a construction to provide a safe structure that would prevent landslides or land loss.

The majority of the owners gave me a clear majority to ask for proposals to update the plan and schedule of assessments of the drain, and then recommend to the municipal council to appoint under Section 76 of the Ontario Drainage Act. They are also aware that there are no grants for this procedure.

- 3) We went to survey the last culverts in the Ranger municipal drain to be able to provide the inventory to the engineer appointed to complete the report.
- 4) We inspected the Sixth drain to prepare a work schedule and meeting with landowners to discuss a maintenance request received. We will propose to clean out the North Branch along the Sixth concession. We asked the road Superintendent to meet us to look at the road crossing structure as it was very difficult to know where the structure is. We see a culvert outlet, not seem to be connected to a large manhole on the upstream opposite side of the road. We see an old culvert almost collapsed where the north branch would be connected, but cannot see where it connect to the outlet culvert. The remaining culverts will be evaluated during maintenance as we can hardly see them under vegetation. We organised an onsite meeting with the owners that will be held on July 5th 2023 to plan for the maintenance to be possibly done this summer.
- 5) I received a request to clean the Clare drain by a landowner. I went to inspect the drain, and confirm the need to have this drain clean out. The drain is along the 2nd concession in a peat area. This type of soil have to be cleaned more often as it closes in as soon as you create a void being light weight with no hard structure.
- 6) We are working on the planning stages of many municipal by preparing owners list for future meetings to discuss maintenance. We already have a work list that we plan to perform work at this summer and fall.
- 7) We went to inspect the Duval Branch municipal drain along the fourth concession as Public Works will be upgrading the road to make sure the north municipal drain roadside ditch offers good drainage for many years. It was in good condition. I called the owner of the land where the Lepage municipal drain were it gets close to the fourth concession where the owner clear cut the bush land. I wanted to let him know to contact me if he wanted to start working on the drain, as he wasn't aware of the drains status.
- 8) I received a call from a landowner draining to the Henry main municipal drain asking if I could look at the drain. I went to met him the same day and looked at the drain starting at the outlet jurisdiction of the drain, and saw that the drain was due for maintenance by at least cleaning the bottom of the drain to lower the water table. The side slopes have many eroded sections being high and steep. The owner seemed to be satisfied if we can at least clean the drain. I researched the files, but did not have much on this drain. There was a culvert along the

section in the Nation, and the major part of this drain is in the Township of North Glengarry.

I sent a request to the North Glengarry Drainage Superintendent department to asking if they would have a more detailed file that would give me answers for this culvert. North Glengarry was the initiating Township of this municipal drain and the Nation as the outlet section. I will be planning maintenance just after I receive more information to move forward. The culvert item should be known, as I will have a discussion with the owner as I would propose to remove it, as it is not safe and did not seem to be used for many years. The same owner made me aware of a drainage issue causing high levels along concession 20. I was in the area and went to inspect the natural watercourse close to the road to see that a beaver dam was built causing a rise of over one meter along the road. I called the landowner to let him know, and he told me he would take care of it the same day and get a trapper if needed, as water was high enough to flood a short area on his agricultural land.

Hoping the above is to your satisfaction, I remain.

Yours truly,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Eric Leroux". The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke at the end.

Eric Leroux
Leroux Consultant

BY-LAW NO. 85-2023

Part Lot Control By-Law

The Corporation of The Nation Municipality

Lots 46 and 47, 50M316, being Parts 1 to 8, Plan 50R11476

prepared by

The Nation Municipality
958, Road 500 west
Casselton ON. K0A 1M0

THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 85-2023

"Being a By-law to exempt certain lands from Part Lot Control, in Registered Plan 50M316, on a Street legally named HORIZON STREET, in the Corporation of the Nation Municipality and in the County of Russell."

WHEREAS pursuant to the written request from BEEVAR HOME INC., dated June 20th, 2023, it is expedient to exempt from Part Lot Control certain lands being LOTS 46 and 47, Registered Plan 50M316;

WHEREAS the Planning Act, R.S.O. 1990, c.P.13, as amended, (the "Planning Act") subsection 50(5) provides that all lands within a plan of subdivision are subject to part lot control;

WHEREAS authority is vested in Council of municipalities by the Planning Act, subsection 50(7) to enact by-laws which provide that subsection 50(5) does not apply to lands that are within a registered plan of subdivision as are designated in the by-law;

AND WHEREAS the Planning Act, subsection 50(7.1) does not come into effect until approved by the United Counties of Prescott and Russell;

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

1. a) THAT LOT 46, Registered Plan 50M316, being Parts 1, 2, 3 and 4 on Reference Plan 50R11476, in the Nation Municipality, County of Russell, designated for the purpose of this By-Law as Parcel "A", is/are hereby exempted from Part lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.

b) THAT LOT 47, Registered Plan 50M316, being Parts 5, 6, 7 and 8 on Reference Plan 50R11476, in the Nation Municipality, County of Russell, designated for the purpose of this By-Law as Parcel "B", is/are hereby exempted from Part lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.
2. That this By-Law shall come into force upon approval and shall expire on June 26th, 2025, unless the Council of the Corporation of the Nation Municipality has provided an extension by amendment to this by-law prior to its expiry.
3. THAT this By-law comes into force and effect when it is approved by the United Counties of Prescott and Russell.
4. THAT this by-law shall not be construed as to permit the further resubdivision or severance of any such parcel.
5. Registration of this by-law in the proper land registry office is authorized and this by-law shall thereupon become effective.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND FINALLY PASSED THIS 10th DAY OF JULY 2023.

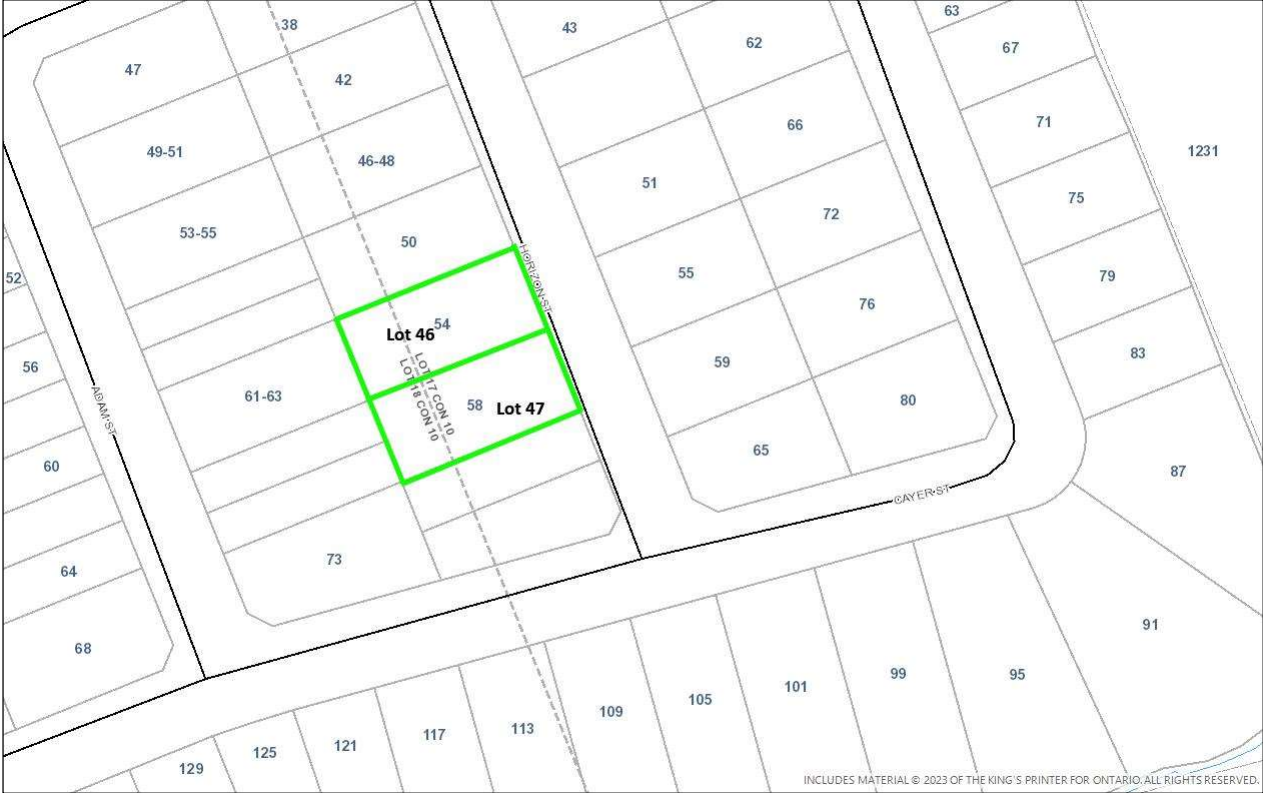
Francis Briere
Mayor

Josée Brizard
Clerk

Pursuant to the United Counties of Prescott and Russell By-Law 2020-16, this by-law, having met the criteria for Part Lot Control exemption, is hereby APPROVED under Section 50(7) of the Planning Act, R.S.O. 1990, as amended.

_____, United Counties of Prescott and Russell

INFORMATION SKETCHES NOT PART OF BY-LAW



Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-06-28 To 2023-07-11

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
13644	C	2023-07-11	7	A.L. BLAIR CONSTRUCTION LTD	\$168.56	O
13645	C	2023-07-11	182	GARRY SURCH MULTI-SERVICES	\$1,375.40	O
13646	C	2023-07-11	212	JP DESIGN	\$362.90	O
13647	C	2023-07-11	268	BURELLE RENTOOLS	\$678.00	O
13648	C	2023-07-11	348	PIERRE RICHER PLUMBING INC	\$254.24	O
13649	C	2023-07-11	801	HYDRO SILICA	\$197.16	O
13650	C	2023-07-11	1200	LE COIN DU LIVRE	\$407.11	O
13651	C	2023-07-11	1231	CLUB D'ACTIVITES FAMILIALES DE ST-BERNARDIN	\$558.40	O
13652	C	2023-07-11	1416	D.M.D PICARD ENTERPRISES INC	\$67.80	O
13653	C	2023-07-11	1942	GROUPE ARCHAMBAULT INC.	\$95.79	O
13654	C	2023-07-11	2156	4 x 4 HOCKEY	\$88.99	O
13655	C	2023-07-11	2733	ARBORIS EXPERT EN SOINS AUX ARBRES	\$1,496.12	O
13656	C	2023-07-11	2930	ERIKA SHERIDAN	\$46.60	O
13657	C	2023-07-11	3202	BARRY BRYAN ASSOCIATES	\$6,780.00	O
13658	C	2023-07-11	3241	C & C PLUMBING INC.	\$819.25	O
13659	C	2023-07-11	3263	PORTES DE GARAGE BOUCHER INC..	\$12,004.35	O
13660	C	2023-07-11	3314	PENNY LEE PREVOST	\$400.00	O
13661	C	2023-07-11	3317	BROECKX FANNY	\$1,500.00	O
13662	C	2023-07-11	3338	XOLAR INC C/O CHRIS ZARDO	\$1,000.00	O
13663	C	2023-07-11	3339	PROVOST JEAN-MICHEL	\$1,500.00	O
13664	C	2023-07-11	3340	GUT LESLI	\$100.00	O
13665	C	2023-07-11	3341	SOULIGNY LAURENT	\$100.00	O
13666	C	2023-07-11	3344	SERGE SAHAPIEUX NATOUA	\$500.00	O
13667	C	2023-07-11	3345	VAILLANCOURT MARC	\$1,500.00	O
13668	C	2023-07-11	3346	MACDONALD MELANIE	\$45.52	O
13669	C	2023-07-11	3349	BURNS RYAN	\$1,500.00	O
13670	C	2023-07-11	3350	AMANDA LARIVÉE	\$98.31	O
13671	C	2023-07-11	3351	COSTAIN STEPHEN	\$100.00	O
13672	C	2023-07-11	3353	TREMBLAY MICHEL	\$1,500.00	O
13673	C	2023-07-11	3354	CAMERON NOELLE	\$100.00	O
13674	C	2023-07-11	3359	REALTAX INC.	\$2,655.50	O
65202	E	2023-07-11	9	AALTO TECHNOLOGIES	\$967.34	O
65203	E	2023-07-11	12	A/C MECHANICAL REFRIGERATION LTD	\$7,627.50	O
65204	E	2023-07-11	30	AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$338.04	O
65205	E	2023-07-11	65	BRAZEAU SANITATION INC	\$1,785.40	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-06-28 To 2023-07-11

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
65206	E	2023-07-11	66	BRENNTAG CANADA INC	\$6,161.28	O
65207	E	2023-07-11	68	BRODART CANADA COMPANY	\$211.43	O
65208	E	2023-07-11	71	BYTOWN LUMBER	\$280.90	O
65209	E	2023-07-11	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$7,246.39	O
65212	E	2023-07-11	91	CASSELMAN GAS BAR	\$228.27	O
65213	E	2023-07-11	101	LBEL INC	\$175.15	O
65214	E	2023-07-11	110	COLACEM CANADA INC	\$448.97	O
65215	E	2023-07-11	116	UNIAG COOPERATIVE	\$702.73	O
65216	E	2023-07-11	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$3,502.50	O
65217	E	2023-07-11	125	DA-LEE	\$102,964.10	O
65218	E	2023-07-11	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$9,202.28	O
65219	E	2023-07-11	213	JUILLET DENIS	\$1,779.75	O
65220	E	2023-07-11	216	KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC	\$9,497.09	O
65221	E	2023-07-11	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$7,904.01	O
65222	E	2023-07-11	256	LEROUX JOSEE	\$26.45	O
65223	E	2023-07-11	262	LES SERVICES EXP INC	\$24,078.14	O
65224	E	2023-07-11	264	LEVAC PROPANE INC	\$591.13	O
65225	E	2023-07-11	269	LOCATION SHALKA RENTAL LTD	\$152.22	O
65226	E	2023-07-11	323	PAPETERIE GERMAIN INC	\$337.91	O
65227	E	2023-07-11	351	PNEU LANDRIAULT TIRE	\$493.75	O
65228	E	2023-07-11	359	PUROLATOR COURRIER LTD	\$83.39	O
65229	E	2023-07-11	364	RAPCO EQUIPMENT INC	\$536.19	O
65230	E	2023-07-11	382	SANI-SOL INC	\$1,422.23	O
65231	E	2023-07-11	400	SOLENO INC	\$19,539.62	O
65232	E	2023-07-11	405	SPROULE POWERLINE	\$3,172.49	O
65233	E	2023-07-11	406	ST-AMOUR FRANCOIS	\$350.00	O
65234	E	2023-07-11	426	TECHNICAL STANDARDS & SAFETY AUTHORITY	\$250.00	O
65235	E	2023-07-11	453	UPPER CANADA ELEVATORS	\$300.00	O
65236	E	2023-07-11	459	VICE & HUNTER LLP	\$14,063.97	O
65237	E	2023-07-11	512	RECYCLE ACTION	\$5,610.45	O
65238	E	2023-07-11	577	EMCO WATERWORKS	\$172.89	O
65239	E	2023-07-11	841	KB MEDIA CORP	\$1,237.35	O
65240	E	2023-07-11	857	HUNEAULT PORTES DE GARAGE DOORS INC	\$268.38	O
65241	E	2023-07-11	899	EMOND HARNDEN LLP/S.R.L.	\$1,917.05	O
65242	E	2023-07-11	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$1,159.49	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-06-28 To 2023-07-11

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
65243	E	2023-07-11	1095	PASCO EXCAVATION INC.	\$1,469.00	O
65244	E	2023-07-11	1280	JOE JOHNSON EQUIPMENT	\$194.62	O
65245	E	2023-07-11	1336	ON CALL CENTRE	\$313.62	O
65246	E	2023-07-11	1393	BEACON LITE (OTTAWA) LTD.	\$180.80	O
65247	E	2023-07-11	1773	A.D.R. DISTRIBUTION	\$121.50	O
65248	E	2023-07-11	1829	MAXI POWER ELECTRICAL SERVICES INC.	\$5,635.68	O
65249	E	2023-07-11	1842	SELECTCOM INC	\$12.74	O
65250	E	2023-07-11	2031	HACH SALES & SERVICE CANADA LP	\$4,786.53	O
65251	E	2023-07-11	2035	SUNBELT RENTALS, INC	\$9,913.92	O
65252	E	2023-07-11	2261	MD AUTO CARE INC	\$342.21	O
65253	E	2023-07-11	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$21,089.68	O
65254	E	2023-07-11	2897	FIREFIXX FIRE EQUIPMENT SERVICES INC.	\$4,785.13	O
65255	E	2023-07-11	3214	DESCHAMPS, AMELIE	\$185.19	O
65256	E	2023-07-11	3218	AMAZON BUSINESS	\$148.24	O
65257	E	2023-07-11	3255	EMILIE PILON	\$1,250.00	O
65258	E	2023-07-11	3347	CHARBONNEAU PROPERTY MAINTENANCE INC.	\$6,305.40	O
65259	E	2023-07-11	3356	WJF INSTRUMENTATION (1990) LTD.	\$1,401.20	O
65260	E	2023-07-11	3358	DELHEY ELECTRIC LTD.	\$11,758.66	O
BELL CANADA	E	2023-07-11	43	BELL CANADA	\$700.29	O
BELL CANADA	E	2023-07-11	46	BELL CANADA	\$750.20	O
ENBRIDGE CONSUMER GAS	E	2023-07-11	146	ENBRIDGE CONSUMER GAS	\$942.08	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	2023-07-11	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$120.38	O
IMPERIAL OIL - ROAD- 188890	E	2023-07-11	479	IMPERIAL OIL - ROAD-188890	\$338.87	O
JOHN DEERE FINANCIAL	E	2023-07-11	16	JOHN DEERE FINANCIAL	\$1,113.54	O
MINISTER OF FINANCE	E	2023-07-11	291	MINISTER OF FINANCE	\$12,821.70	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	2023-07-11	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$69,849.37	O
SHAW DIRECT	E	2023-07-11	1729	SHAW DIRECT	\$89.24	O
THE BEER STORE	E	2023-07-11	42	THE BEER STORE	\$1,025.73	O
ULTRAMAR- PARKLAND FUEL CORPORATION	E	2023-07-11	3120	ULTRAMAR-PARKLAND FUEL CORPORATION	\$117.94	O
WORKPLACE SAFETY INSURANCE	E	2023-07-11	475	WORKPLACE SAFETY INSURANCE	\$838.16	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-06-28 To 2023-07-11

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
					Cleared	\$0.00
				TOTAL		\$433,387.85

Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2023-07-05

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Residence Limoges	Limoges	Respiratoire	COVID-19	2023-07-04		2023-07-04
Southbridge Cornwall (Cotton Mill Suites)	Cornwall	Respiratoire	Inconnu	2023-06-30		2023-06-30
Southbridge Cornwall (Cotton Mill Suites)	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-06-21		2023-06-21
Maxville Manor	Maxville	Respiratoire	COVID-19	2023-06-13		2023-06-13
Le Pavillon - Retirement Home	Embrun	Respiratoire	COVID-19	2023-06-05	2023-06-26	2023-06-26
Pinecrest Nursing Home	Plantagenet	Autre	Gale	2023-05-11		2023-05-11

Définition d'une éclosion de COVID-19 dans un établissement

À partir du 3 février 2022, la définition d'une éclosion de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés parmi les résidents et/ou le personnel/autres visiteurs dans une résidence, chacun avec un test PCR OU un test moléculaire rapide OU un test antigène rapide positif, ET qui sont reliés par un lien épidémiologique, dans une période de 10 jours.

Activité grippale dans la région

Il y a cas sporadiques d'influenza A et B signalé dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)
- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)

- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)
- [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)





June 22, 2023

In This Issue

- MPAC Board positions - Call for expressions of interest.
- EnAbling Change Program funding opportunity.
- Electrification and Energy Transition Panel - Call for feedback.
- Support for Municipal Disability Management Programs.
- Register for the AMO 2023 Annual General Meeting and Conference.
- Councillor training: Fall dates.
- AMO-OFIFC Indigenous Community Awareness: November limited availability.
- Human Rights and Equity Training: November workshop.
- LAS & IPE 2023 Risk Symposium, October 4-5, Casino Rama Orillia.
- Registration for AMO-LAS Energy Symposium is now open!
- Blog: My Journey to Net Zero Emissions.
- LAS lighting solutions for your sports fields.
- Canoe vendor spotlight: Rubicon.
- Share with your first responder services: PSPNET Families.
- Bereavement Authority of Ontario increases its renewal fees.
- Careers: AMO, Highland Shores Children's Aid and Ministry of Labour.

AMO Matters

AMO has issued a call for expression of interests for building the AMO 2024 list of nominees for the Municipal Property Assessment Corporation (MPAC) Board of Directors. [Applications are due June 30.](#)

Provincial Matters

The Ontario government is providing up to \$1.5 million through the 2023-2024 [EnAbling Change Program](#) for accessibility projects. Applications for this funding are open until June 29.

Organizations are invited to provide submissions to the [Electrification and Energy Transition Panel](#) via email at energypanel@ontario.ca until June 30 at 5:00 pm. Feedback will inform the Panel's report to the Minister of Energy.

Federal Matters

A free assessment of disability management programs is available until June 2024. The assessment involves an interview and produces a report. For details, visit the National Institute of Disability Management and Research [website](#).

Eye on Events

AMO is excited about this year's Conference hosted by the City of London at RBC Place London and DoubleTree by Hilton, August 20-23. View the preliminary [program](#) and [register](#) now for this important event.

Secure your spot in AMO's iconic councillor training this fall. This training provides

councillors in all stages of their careers information, insights, and the necessary tools to be an effective local leader. [Register today](#).

Building on the Memorandum of Understanding (MOU) shared by AMO and the Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres (OFIFC), we are offering training to help build indigenous cultural competency in municipal government. [Register](#) for the November 27 training - limited availability.

Understanding your role and responsibilities as an elected official when it comes to [Human Rights & Equity](#) is critical. This training examines your legislative responsibilities and understanding what equity means and how it can be implemented. [Register today](#) to build your knowledge in these complex areas.

Join Local Authority Services (LAS) and Intact Public Entities (IPE) in discussion on Navigating the Road to Resilience in examination of critical municipal risk issues such as climate resiliency, cyber security, risk data management and more. [Register today](#) as space is limited. Deadline to Register: September 27.

The Association of Municipalities of Ontario (AMO) and Local Authority Services (LAS) are pleased to be hosting the 2023 Municipal Energy Symposium on November 2- 3 at the Novotel Centre Toronto. [Registration](#) is now open. Space is limited.

LAS

LAS' Municipal Program Specialist [writes about how he achieved net zero emissions](#) during his past employment with a municipality, and how he's doing his part as a resident.

Did you know LAS offers lighting solutions for your sports fields and ball diamonds? [Contact Christian](#) to learn how our turn-key [Facility Lighting Service](#) can help with your LED upgrade.

Looking for a solution for your heavy-duty fleets? LAS welcomes Rubicon to the [Fleet Management](#) category under the Canoe Procurement Group. They provide telematics, fleet optimization, work order management, and more for your heavy-duty vehicles. [Contact Sarah](#) to learn more.

Municipal Wire*

[PSPNET Families](#) is a free online resource that provides information and strategies to help first responder families navigate daily life. Please share with your first responder services!

On July 1, the The Bereavement Authority of Ontario [BAO](#) is increasing operator licensing renewal fees to \$30 per interment, scattering, cremation, death registration, including under social services programs, per its [Notice to the Profession](#).

Careers

[Senior Manager, Policy - AMO](#). This is a leadership role as a key contributor to AMO's overall policy and government relations strategy and activities. Submit cover letter and CV via confidential email to: careers@amo.on.ca, subject: Senior Manager, Policy by July 7.

[Senior Advisor - AMO](#). Advise Senior Management and Board of Directors on policy and government relations strategies related to housing, LUP and natural resource / environmental management. Submit cover letter and CV via confidential email

to: careers@amo.on.ca, subject: Senior Advisor by July 7.

Executive Director - Highland Shores Children's Aid. Lead the organization in achieving mission to enhance the lives of children and youth. Apply to careers@highlandshorescas.com by June 26.

Occupational Health and Safety Inspector – Health Care - Ministry of Labour, Immigration, Training and Skills Development. Enforce the *Occupational Health and Safety Act*, including the workplace harassment provisions and the Act's regulations. Apply online by July 13.

Occupational Health and Safety Inspector – Industrial - Ministry of Labour, Immigration, Training and Skills Development. Enforce the *Occupational Health and Safety Act*, including the workplace harassment provisions and the Act's regulations. Apply online by July 13.

Occupational Health and Safety Inspector – Construction - Ministry of Labour, Immigration, Training and Skills Development. Enforce the *Occupational Health and Safety Act* and its regulations. Apply online by July 13.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](https://twitter.com/AMOPolicy) on Twitter!

AMO Contacts

AMO Watchfile Tel: 416.971.9856

Conferences/Events

Policy and Funding Programs

LAS Local Authority Services

MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario

ONE Investment

Media Inquiries

Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





June 29, 2023

In This Issue

- MPAC Board positions - Call for expressions of interest.
- Anti-Hate Security and Prevention Grant program.
- Input sought on revisions to Cannabis Standards.
- Off-road vehicle consultation.
- Electrification and Energy Transition Panel - Call for feedback.
- Register for the AMO 2023 Annual General Meeting and Conference.
- Councillor training: Fall dates.
- AMO-OFIFC Indigenous Community Awareness: November limited availability.
- Human Rights and Equity Training: November workshop.
- LAS & IPE 2023 Risk Symposium, October 4-5, Casino Rama Orillia.
- Registration for AMO-LAS Energy Symposium is now open!
- Mini workshop: Uncovering Savings in Water/Wastewater Plants.
- Careers: AMO, OPS, York Region, Kawartha Lakes, Deseronto, and OCWA.

AMO Matters

AMO has issued a call for expression of interests for building the AMO 2024 list of nominees for the Municipal Property Assessment Corporation (MPAC) Board of Directors. [Applications are due June 30.](#)

Provincial Matters

The Ontario government is investing \$25.5 million to help address the rise of hate incidents against religious and minority groups. The [grant will provide](#) up to \$10,000 to help religious groups, Indigenous communities and cultural communities better protect and secure their facilities from hate-motivated incidents, graffiti, vandalism or other damage.

The Alcohol and Gaming Commission of Ontario (AGCO) is looking for input on proposed revisions to the Registrar's Standards for Cannabis Retail Stores. The deadline is July 11. [Register](#) to provide feedback.

The Ministry of Transportation is seeking feedback on Off-Road Vehicle safety enhancement proposals in a session on July 17. Materials will be distributed in advance. To register email kemar.palmer@ontario.ca.

Organizations are invited to provide submissions to the [Electrification and Energy Transition Panel](#) via email at energypanel@ontario.ca until June 30 at 5:00 pm. Feedback will inform the Panel's report to the Minister of Energy.

Eye on Events

AMO is excited about this year's Conference hosted by the City of London at RBC Place London and DoubleTree by Hilton, August 20-23. View the preliminary [program](#) and [register](#) now for this important event.

Secure your spot in AMO's iconic councillor training this fall. This training provides councillors in all stages of their careers information, insights, and the necessary tools to be an effective local leader. [Register today](#).

Building on the Memorandum of Understanding (MOU) shared by AMO and the Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres (OFIFC), we are offering training to help build indigenous cultural competency in municipal government. [Register](#) for the November 27 training - limited availability.

Understanding your role and responsibilities as an elected official when it comes to [Human Rights & Equity](#) is critical. This training examines your legislative responsibilities and understanding what equity means and how it can be implemented. [Register today](#) to build your knowledge in these complex areas.

Join Local Authority Services (LAS) and Intact Public Entities (IPE) in discussion on Navigating the Road to Resilience in examination of critical municipal risk issues such as climate resiliency, cyber security, risk data management and more. [Register today](#) as space is limited. Deadline to Register: September 27.

The Association of Municipalities of Ontario (AMO) and Local Authority Services (LAS) are pleased to be hosting the 2023 Municipal Energy Symposium on November 2- 3 at the Novotel Centre Toronto. [Registration](#) is now open. Space is limited.

LAS

LAS and Stephen Dixon are hosting a 1-hr virtual mini workshop on July 19 at 10am. Find out how to determine energy savings potential at your Water/Wastewater Treatment Plants using RETScreen Expert. Attendees receive a 14-day RETScreen trial license. [Register here](#).

Careers

[Senior Manager, Policy - AMO](#). This is a leadership role as a key contributor to AMO's overall policy and government relations strategy and activities. Submit cover letter and CV via confidential email to: careers@amo.on.ca, subject: Senior Manager, Policy by July 7.

[Senior Advisor - AMO](#). Advise Senior Management and Board of Directors on policy and government relations strategies related to housing, LUP and natural resource / environmental management. Submit cover letter and CV via confidential email to: careers@amo.on.ca, subject: Senior Advisor by July 7.

[Senior Policy Advisor - Ministry of Education](#). Experienced policy professionals to lead education policy and program analysis, working across the ministry and education sector. Please [apply online only](#), by July 7.

[Investigator Analyst-Unilingual \(English\) and Bilingual \(English/French\) - Ministry of Labour, Immigration, Training and Skills Development](#). A role providing strong analytical and attention to detail skills to evaluate immigration applications. Please [apply online only](#), by July 10.

[Director, Strategies and Partnerships - York Region](#). Responsible for providing leadership and direction to management and staff to shape policy and programs. Applicants are encouraged to [apply online only](#), by July 12.

Manager, Roads Operations - City of Kawartha Lakes. Leads field operations of municipal roads in accordance with approved levels of performance and accounting principles. Interested applicants, please [apply online](#) by July 16.

Municipal Manager/Clerk - Town of Deseronto. Responsible for to overseeing and directing the administration of municipal services consistent with government regulations and by-laws. Apply to joe@palmercareers.com by July 19.

President and Chief Executive Officer - Ontario Clean Water Agency. Provide executive leadership and strategic direction and champion Ontario as a leader in the development and provision of sustainable clean water technologies, services, and innovative water solutions. Apply to careers@waterhousesearch.net by July 14.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave., Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





NOTIFICATION

28 June 2023

**SUBJECT: LAND APPLICATION OF BIOSOLIDS — AN ORGANIC-RICH SOIL AMENDMENT
ALTERNATIVE TO COMMERCIAL FERTILIZERS.**

Dear Sir or Madam:

We wish to notify you that we plan to land-apply municipal biosolids on agricultural land located on Lots 7 & 8 Concession III Caledonia (see attached map). Biosolids are a fertilizer and soil-building material produced from treated wastewater at the City of Ottawa's Robert O. Pickard Environmental Centre.

Biosolids contain organic matter and nutrients such as nitrogen and phosphorus, which are essential for crop production. Biosolids also contain micronutrients such as calcium, magnesium, copper and zinc, which are also essential for plant growth.

Many steps are taken to ensure that land application of biosolids is both safe and beneficial. The Government of Ontario has regulations governing the treatment and application of biosolids - including the Nutrient Management Act. Further to these requirements, the City has implemented enhanced guidelines that incorporate additional safeguards recommended by Ottawa's Medical Officer of Health.

Like other organic fertilizers, including manure, biosolids land application may result in odour during spreading. To minimise the impact of odours on nearby residents, biosolids are incorporated into the soil within 2 hours of spreading. Please visit ottawa.ca and search biosolids to find additional information on the program.

GFL Environmental Inc. has been contracted by the City of Ottawa to manage the land application of biosolids, which includes hauling, spreading and incorporating the biosolids on agricultural land.

Land application activities (delivery, spreading) will take place this summer. Depending upon weather conditions, we expect to start this site no earlier than 12 July 2023 and we anticipate that it will take no more than 7 days to complete.

If your property abuts the land application site you may request a free well sample. Samples will be taken both before and after land application (within four weeks prior to application, and between 10 and 12 weeks following land application).

- To request well water sampling or for more information about the City's biosolids beneficial use program, please contact:

Erik Apedaile
Office: 613-260-2411
Toll Free: 1-877-360-3830
biosolids@apedaile.ca

- For more information about the City's biosolids beneficial use program, please contact:

Adriana Hulse
Biosolids Program Coordinator
613-580-2424 ext: 23364
adriana.hulse@ottawa.ca

Cc: Mme. Josée Brizard, Clerk, Municipality of The Nation

Ref: 1811

AVIS

le 28 juin 2023

OBJET: ÉPANDAGE DE BIOSOLIDES — UNE SOLUTION D'AMENDEMENT DU SOL RICHE EN MATIÈRES ORGANIQUES QUI REMPLACE LES ENGRAIS COMMERCIAUX.

Madame, Monsieur,

Nous tenons à vous aviser que nous avons l'intention d'épandre des biosolides municipaux sur les terres agricoles situées sur les lots 7 et 8 de la concession 3 Caledonia (voir la carte ci-jointe). Les biosolides, qui sont utilisés pour la fertilisation et l'amendement du sol, sont produits à partir d'eaux usées traitées au Centre Environnemental Robert-O.-Pickard de la Ville d'Ottawa.

Les biosolides contiennent des matières organiques et des éléments nutritifs comme l'azote et le phosphore, qui sont essentiels à la production agricole. Les biosolides contiennent également des oligoéléments comme le calcium, le magnésium, le cuivre et le zinc, qui sont aussi essentiels à la croissance des plantes.

De nombreuses mesures sont prises pour que l'épandage des biosolides soit à la fois bénéfique et sans risque. Le gouvernement de l'Ontario régit le traitement et l'épandage de biosolides, notamment grâce à la *Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs*. Outre cette réglementation, la Ville d'Ottawa a approuvé des lignes directrices encore plus rigoureuses, qui intègrent des mesures de sécurité supplémentaires recommandées par le médecin chef en santé publique de la Ville d'Ottawa.

Comme d'autres engrais organiques, dont le fumier, les biosolides peuvent dégager des odeurs lors de l'épandage. Pour minimiser l'impact des odeurs pour les résidents du voisinage, les biosolides sont incorporés dans le sol dans les deux heures suivant l'épandage. Rendez-vous à ottawa.ca et tapez « biosolides » dans l'outil de recherche pour obtenir de plus amples renseignements sur le programme.

La Ville a retenu les services de la société GFL Environmental Inc. pour gérer le programme d'épandage de biosolides, qui comprend le transport, l'épandage et l'incorporation des biosolides dans les terres agricoles.

Les activités d'épandage (livraison, épandage) se dérouleront cet été. Nous comptons commencer les travaux sur ce site au plus tôt le 12 juillet 2023, si le temps le permet. Ils ne devraient pas prendre plus de 7 jours.

Si votre terrain est adjacent au site, vous pouvez demander un échantillonnage gratuit de l'eau de votre puits. Le cas échéant, des échantillons seront prélevés avant et après l'épandage (soit dans les 4 semaines précédant les travaux et de 10 à 12 semaines après).

- Pour demander l'échantillonnage de l'eau de votre puits ou pour en savoir plus sur le programme d'épandage de biosolides de la Ville d'Ottawa, veuillez communiquer avec :

Erik Apedaile
Bureau : 613-260-2411, Sans frais : 877-360-3830
biosolids@apedaile.ca

- Pour en savoir plus sur le programme d'épandage de biosolides de la Ville d'Ottawa, veuillez communiquer avec :

Adriana Hulse, Coordonnatrice du Programme des Biosolides
613-580-2424 ext: 23364
adriana.hulse@ottawa.ca

SITE :
1811
Notification Map

- Road
- ~ Surface Water
- Spreadable Area
- ▨ Setback Area (No Spreading)

1:6,000

DATE: 27 June 2023

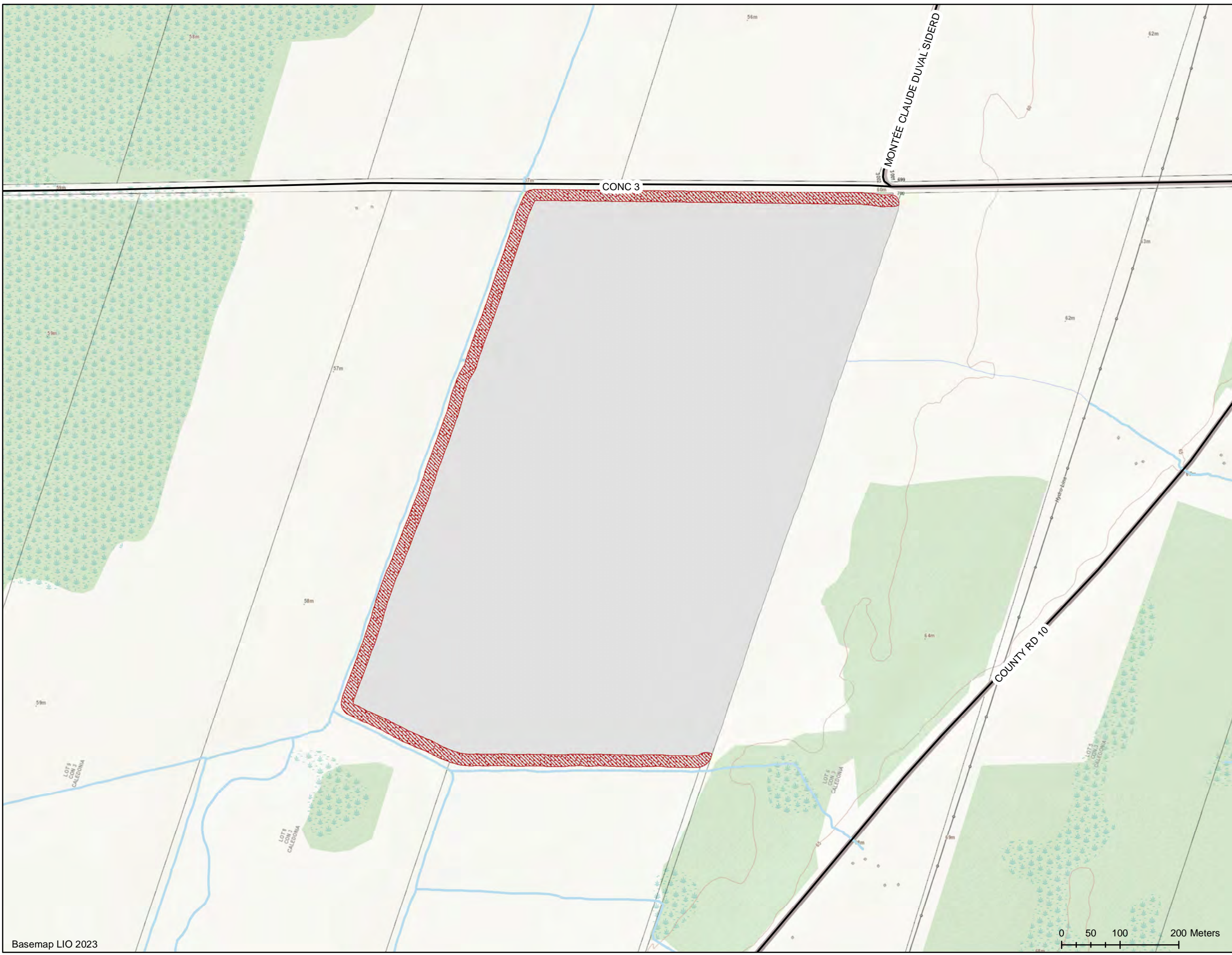


City of Ottawa Biosolids
Land Application Program

DRAWING NUMBER
1811-0623-01



1543 Botsford Street
Ottawa Ontario K1G 0P8



Resident Notification

Biosolids Land Application Program



MUNICIPALITY OF
North Perth
www.northperth.ca

A Community of Character

330 Wallace Ave. N., Listowel, ON N4W 1L3

Phone: 519-291-2950

Toll Free: 888-714-1993

June 26, 2023

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building, Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1
Via Email: premier@ontario.ca

RE: Proposed New Provincial Policy Statement (PPS)

Pls be advised that the Council of the Municipality of North Perth passed the following resolution at their regular meeting held June 5, 2023 regarding the proposed new Provincial Policy Statement (PPS):

Moved by Councillor Rothwell **Seconded by** Councillor Blazek

THAT: The Council of the Municipality of North Perth supports consent agenda items 3.3 *Perth County Report – Perth County Comments on Proposed Provincial Policy Statement ERO Number 019-6813*, 3.4 *Perth County Report – Bill 97 (Helping Homebuyers, Protecting Tenants Act, 2023 and Draft Provincial Planning Statement April 6, 2023)*, and 3.17 *United Counties of Stormont, Dundas & Glengarry Resolution re: Proposed Changes to the PPS*;

AND THAT: A copy of this resolution be sent to all 444 municipalities, The Hon. Doug Ford – Premier of Ontario, The Hon. Steve Clark – Minister of Municipal Affairs and Housing, The Hon. Lisa Thompson – Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, The Hon. David Piccini – Minister of Environment, Conservation and Parks, Perth-Wellington MPP – Matthew Rae, the Association of Municipalities of Ontario and the Rural Ontario Municipal Association.

CARRIED

Attached please find a copy of Perth County Reports – Comments on Proposed Provincial Policy Statement ERO Number 019-6813 and Bill 97 (Helping Homebuyers, Protecting Tenants Act, 2023) and Draft Provincial Planning Statement, April 6, 2023, and United Counties of Stormont, Dundas & Glengarry Resolution, dated May 15, 2023.

If you have any questions regarding the above resolution, please do not hesitate to contact me at lcline@northperth.ca.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink that reads "Lindsay Cline". The signature is written in a cursive, flowing style.

Lindsay Cline,
Clerk/Legislative Services Supervisor
Municipality of North Perth

cc.

Hon. Steve Clark, Minister of Municipal Affairs and Housing
Hon. Lisa M. Thompson, Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs
Hon. David Piccini, Minister of the Environment, Conservation and
Parks Perth-Wellington MPP Matthew Rea
Association of Municipalities of Ontario (AMO)
Rural Ontario Municipal Association (ROMA)
All Ontario Municipalities

To: Warden Ehgoetz and Members of Council

Meeting Date: June 1, 2023

Prepared By:

Subject: Perth County Comments on Proposed Provincial Policy Statement ERO Number 019-6813

Recommended Action:

THAT Council receives the “Perth County Comments on Proposed Provincial Policy Statement ERO Number 019-6813” report; and

THAT Council direct staff to submit the attached letter to ERO posting number 019-6813 prior to end of day June 5, 2023.

Background Information:

As per Council's resolution on May 18, 2023 staff are providing a draft letter for their review at the June 1, 2023 Council meeting regarding changes proposed by the province to planning policy. It is proposed that the attached letter be submitted to ERO posting number 019-6813 by planning staff prior to end of day June 5th, 2023.

Connection to Strategic Plan:

Goal 1 – Growth & Economic Development

Goal 2 – Regionalization & Service Effectiveness

Goal 3 – Customer Service Excellence

Goal 4 – Community Development & Planning

Attachments:

[draft PPS comments 2023](#)

Reviewed By:

Lori Wolfe, CAO

To: Warden Ehgoetz and Members of Council
Meeting Date: May 18, 2023
Prepared By: Sally McMullen, Manager of Planning Services
Subject: Bill 97 (Helping Homebuyers, Protecting Tenants Act, 2023) and Draft Provincial Planning Statement, April 6, 2023.

Recommended Action:

THAT Council receives the “Bill 97 (Helping Homebuyers, Protecting Tenants Act, 2023) and Draft Provincial Planning Statement, April 6, 2023.” report; and
THAT Council direct staff to submit comments to the Ministry of Municipal Affairs and Housing on the Proposed changes to the Provincial Planning Statement, 2023 as outlined in the Comments Section of this report; and
THAT the report be circulated to the Lower Tier Municipalities within Perth County for information.

Executive Summary:

Proposed Changes to the Planning Act through Bill 97 and to the Provincial Policy Statement represent a significant change in policy-led land use planning for the Province of Ontario. This report summarizes the Bill 97 and the Provincial Planning Statement changes that are most relevant to Perth County. The report recommends comments for Perth County Council to submit to the ERO posting which closes on June 6, 2023.

Staff have participated in the development of comments being submitted by the Western Ontario Warden’s Caucus and the County Planning Directors Group.

Background Information:

On Thursday April 6, 2023, the Ontario Government introduced Bill 97 including changes to the Planning Act, revoked the Provincial Policy Statement (PPS, 2020) and introduced the Proposed Provincial Planning Statement (PPPS) which is a singular document to replace the former PPS and the Growth Plan for the Greater Golden Horseshoe (2019). These changes are part of an ongoing set of revisions to implement the Ontario Government’s “More Homes, More Choice Housing Supply Action Plan”.

The PPS can be viewed at the ERO posting (#019-6813) at the following link:
<https://ero.ontario.ca/notice/019-6813>

The posting remains open until June 6, 2023 for comment, which is a 60-day commenting period. Indications are that the Province is looking to implement a final version of the PPS in the fall of 2023.

Planning authorities will not be required to update their OPs immediately. The 'Approach to Implementation' states that the new policies will be implemented at the time of the next Official Plan (OP) review, and through any planning decisions made following the in-effect date (which is still to be determined). Bill 97 may come into effect sooner.

Bill 97

The Bill proposes amendments to 7 different Provincial Acts including the Building Code Act, Development Charges Act, Municipal Act and Planning Act which are most notable from a municipal government perspective. The Planning Act changes are summarized as follows:

1. Area of Employment: Re-defining employment areas to specifically exclude commercial and institutional uses in favour of strictly including manufacturing, warehousing and uses related to the movement of goods as well as any accessory or related uses. Requiring that if a municipality wishes to protect uses currently located in Employment Areas that do not fit the new definition it will need to amend its OP to specifically allow the use to continue.
2. Transitional Matters: Bill 97 gives the Minister authority to make regulations about when new policy – presumably the PPS would have an effect on planning applications in progress. Traditionally such a date is known well in advance and the intake of applications tends to slow prior to the effective date and the transition to new rules takes place with relatively few active files. Applications that are unfolding at the time the effective date is known will need to be re-evaluated to some degree.
3. Refunding application fees for zoning bylaw amendments and site plan control applications is further amended in the Planning Act (from Bill 109 in 2022). The refunding will now apply to applications received after July 1, 2023. There is also a proposal to exempt certain municipalities from this requirement but it is unclear which municipalities will be prescribed.
4. Orders by the Minister under Section 47 of the Planning Act (MZO) will be given expanded power to disregard policy statements. In addition, powers

will include the ability to impose agreements on developers and municipalities when a Provincial Land Development Facilitator (a new role that came into being in 2020) is engaged in the process. An MZO cannot be appealed. The Facilitator helps resolve planning and development issues either as an impartial mediator or negotiator on behalf of the Province.

5. Additional Residential Units – references to a “parcel of urban residential land” have been replaced by a “parcel of land” so as to permit a second residential unit (for a total of 3 units per lot – primary and two accessory units) on parcels in and out of urban or serviced areas. In other words, a third unit would be permitted on lots that permit residential uses in villages, hamlets and on farms.
6. Site Plan Control would be reinstated for developments of 10 residential units or less that are within 120m of a shoreline or 300m of a rail line. Site Plan Control Bylaws need to be updated for each lower tier to reflect changes made by Bill 23 and Bill 97.
7. Clarification is provided by the Bill regarding parking spaces for additional residential units, more specifically that municipalities could not require more than one parking space per unit as introduced in Bill 23. It is now clear that the restriction on municipalities does not apply to the primary dwelling, only the additional residential units.

Proposed Provincial Planning Statement

The PPS was last updated in 2020 following intensive consultation and in 2014 prior to that. While many areas of the PPS are proposed to remain, there is a considerable amount of change. Not all sections of the new policy directions have been released yet for comment as the Natural Heritage Policies are still under review. The policies as they are proposed to date are summarized here:

1. Lot Creation in the Agricultural Area – Residential lot creation has traditionally been discouraged or prohibited except for surplus farm dwelling severances. It is now proposed to be expanded in a significant way. The new PPS would allow up to three residential lots to be created by Section 4.3.3 from farm lots existing on January 1, 2023 provided that:
 - a. Agriculture is the principal use of the existing lot
 - b. The residential uses are compatible with and not hinder surrounding agricultural operations
 - c. The new lots are:
 - i. Not in specialty crop areas - there aren't currently any specialty crop areas in Perth County.

- ii. Comply with Minimum Separation Distances – this offers protection for existing livestock operations and additional residences will introduce new restrictions for locating new livestock operations.
- iii. Are limited to the minimum size needed to accommodate the use including water and septic – by putting additional private wells and septic systems in proximity to each other the minimum lot size will need to be larger as determined by the site specific soil and groundwater circumstances.
- iv. Has access to a public road – this will require that new non-farm residential lots front roadways. This will have the effect of pushing livestock operations further back into farm lots. Locating new livestock housing back from roads is more expensive for farmers to put in laneways, hydro service, water services etc. and reduces the efficient use of agricultural land.
- v. Is adjacent to existing non-ag land uses or is primarily on lower priority agricultural lands –the Canadian Soil Classification System places all Perth County Soils in Class 1 2 or 3. Further research could be done to further analyze soil types in Perth County to identify any lower priority ag lands (Class 4 through 7).

There is a discussion in the planning community as to whether the policy allows three new lots or a total of three lots including the retained farm parcel. This remains uncertain at this time.

The proposed policy raises the question of will municipalities be able to adequately evaluate the potential impact of non-farm residential development on agricultural operations? And if they do will today's context be enough to prevent hindering future agricultural operations? Generally speaking more people without an agricultural background who moving to the countryside will increase conflict related to normal farm practices (odour, dust, pesticide use, flies, farm equipment, etc). This will make it ever more challenging for farmers to conduct their normal farm practices on a day to day basis.

The second important question is 'what adjacent non-farm uses' are being considered and what exactly will the County require to demonstrate 'lower priority ag lands' in order to satisfy the 5th criteria?

The new PPS does not allow municipalities to put provisions in their OP or zoning bylaws that are more restrictive than Section 4.3.3.1 listed above, but perhaps some control can be sought through the interpretation of

'adjacent non-farm uses' and 'lower priority ag lands' in the context of Perth County's highly productive farmland.

Perth County has been developing a growth plan for the New OP that accommodates the projected population growth for the next 25 years as directed by the 2020 PPS. The Watson and Associates Land Needs Assessment presented to Council on April 6, 2023 calculates that there will be demand for 290 new households per year for the next 25 years and that 238 hectares is needed in addition to our current inventory to accommodate that growth on public water and sanitary servicing.

Presumably demand for 290 households a year (as forecast by the 2023 Watson and Associate calculations) will largely be accommodated in the settlement areas but there will be interest in severing residential lots from farms and it is quite hard to estimate the impact of that in hectares or in the number of potential lots. It is an approximation, but assuming 1 hectare per new lot it is far less efficient land use than in serviced areas and comes with the addition of serious consequences for livestock farming and farming in general for Perth County farm operations.

Some other municipalities are simply taking the number of farm parcels and multiplying by 3 to get some scope on the issue. In Perth County that would be 8,080 farm parcels, with three new lots each being 24,240 lots at 1 ha each so the equivalent number of hectares. More realistically you would have to remove the lots that are smaller than 2 ha to begin with and consider the MDS calculations for all the existing livestock operations in order to have clarity about the long-term potential impact of the lot creation policies proposed by the new PPS in the County. What is easier to envision is that in each concession block there is probably 2 or 3 farm lots that could potentially meet the MDS criteria for new lot creation. Putting three new dwellings, plus any additional dwelling units on each new lot effectively sterilizes the block from having any new livestock operations and introduces upwards of 9 new lots and potential for 27 new dwelling units in that block at a maximum density of only 3 units per hectare if the soils are proven to be capable of dealing with the effluent from weeping beds, otherwise the units per hectare is further decreased.

2. Comprehensive Review and Settlement Boundary Expansions – The draft 2023PPS removes reference to a Comprehensive Review and instead allows for settlement boundary expansions, employment land conversions and the removal of Prime Agricultural Lands through an OP Amendment at any time. The Comprehensive Review has been a PPS requirement since 2005. The tests to be applied at the time of an OP Amendment are not as stringent as they were, but would still require consideration of adequate

servicing, phased progression of urban development, and impacts on agriculture including minimum distance separation through an Agricultural Impact Assessment.

These changes allow greater flexibility to manage settlement areas and consider changes in a more streamlined process. It requires greater intention and care from the municipalities to continue to focus the majority of growth to fully serviced areas while giving some flexibility for villages and hamlets.

3. Growth projections and land needs assessment remain critical tools for managing and planning for growth. The new PPS intends that municipalities continue to plan for and provide sufficient land to accommodate growth for at least 25-years instead of “up to” 25 years. Intensification targets would no longer be required while density targets are needed. County staff will need to consider revisions to the draft New OP in this regard and re-evaluate minimum density targets to include in the growth management policies.
4. References to affordability have been removed and replaced with ‘housing options’ which is a direction to incorporate a greater variety of dwelling types as well as variety in ownership and rental models. It is implied that greater ‘housing options’ is a suitable means to address affordability.
5. Employment Areas are being more strictly preserved for core industrial uses and prohibiting any mixing of commercial, recreational or institutional uses. Language continues to be present to ensure Planning Authorities are giving compatibility between employment uses and sensitive land uses adequate due diligence. While the policies are not specific about how employment areas should be updated it offers that at least a 25-year land supply is needed and planning for employment areas may go beyond this timeline. In addition, the conversion of employment lands for other uses would become easier without the requirement for a comprehensive review. The new PPS provides tests related to minimizing impacts on employment uses, adequate infrastructure and servicing for the proposed use and an identified need for the removal of the land over that of the need for the employment use.
6. The Natural Heritage (Natural Environment) policies and related definitions are still under consideration by the government and there are no indications what changes might be proposed or when they will be available for comment.

Proposed Comments regarding Bill 97 (Helping Homebuyers, Protecting Tenants Act, 2023) and Draft Provincial Planning Statement, April 6, 2023 to be sent to the Province:

Bill 97

1. Perth County is finalizing a draft new Official Plan (OP) prior to public engagement scheduled for later this year. The new OP provides many necessary updates in policy to accommodate growth, improve housing options and protect the agricultural, aggregate and natural environment resources. Much effort and many resources have been put into development of an OP that meets the needs of our community and thoughtfully plans for growth. The additional MZO powers proposed to be afforded to the Minister lack transparency and do not give sufficient certainty to the municipality or the public.

Perth County requests that the new additional MZO powers be removed to ensure municipal planning authorities have the tools needed to right size the settlement areas, effectively plan for infrastructure, and protect our agricultural land base.

2. Additional Residential Units on farms is an opportunity for affordable housing and for farm families to accommodate multiple generations on the farm within a minimum size footprint. **Perth County supports this direction.**

Proposed Provincial Planning Statement

1. Perth County is actively planning the accommodation of projected population growth and housing demand with clear intention to direct for that growth into settlement areas. Settlement areas are where complete communities are provided for the greatest amount of people and the most efficient use of land can be achieved. It is of utmost importance to Perth County to preserve highly productive farmland for food production and protect the limited natural heritage and aggregate resources found here.

The proposed Agricultural lot creation policies allowing the creation of three lots from a farm parcel undermines the growth management efforts of Perth County and Lower Tier Municipalities to be efficient with land consumption and maximizing investments in infrastructure.

Perth County is 90% Prime Agricultural Lands and has a diverse, robust agriculture industry which is necessary for the production of safe food and in providing food security locally and beyond. Agriculture in Perth County is an economic pillar both in primary agriculture and indirectly in services,

inputs, transportation, and business supports. The proposed non-farm residential lot creation policies introduce a serious threat to the continued success of our highly productive agricultural area.

Perth County requests the new policies which allow for the creation non-farm residential lots be removed.

2. Perth County Council supports the removal of the strict Comprehensive Review requirement in the 2020 PPS. Perth County Council also supports the requirements for agricultural impact assessments and efficient use of municipal infrastructure for settlement area boundary expansions.
3. The removal of the definition of affordable with respect to housing from the PPS allows municipalities flexibility to accommodate affordable housing definitions that may be aligned with funding and incentive opportunities available to developers. The removal of affordability targets and reference to housing and homelessness plans from the PPS makes the province's expectations for the planning authority related to affordable/attainable housing unclear.

Perth County Council requests clarity regarding the planning authority's roles and responsibilities for the provision of affordable housing options in our communities.

4. Perth County has 11% Natural Heritage cover on a total land area basis and is a largely agricultural community. The Natural Heritage System is incredibly important to the health of the landscape, water systems and in the prevention of soil erosion. The Natural Heritage Policies in the PPS are a significant tool which informs the County's ability to adequately evaluate development proposals and prevent adverse effect on the existing Natural Heritage System.

The County of Perth is currently engaged in an extensive consultation with landowners related to Natural Heritage Systems mapping and is also reviewing policy regarding Natural Heritage in a draft of a New OP for the County. **Perth County requests timely action by the province to share proposed Natural Heritage Policies.**

Others Consulted:

County Planning Directors Group, Western Ontario Wardens Caucus Planning Working Group, Dr. Wayne Caldwell

Connection to Strategic Plan:

Goal 1 – Growth & Economic Development

Goal 2 – Regionalization & Service Effectiveness

Goal 4 – Community Development & Planning

Reviewed By:

Lori Wolfe, CAO



United Counties of
Stormont, Dundas & Glengarry

RESOLUTION

MOVED BY Councillor Williams

RESOLUTION NO 2023- 98

SECONDED BY Councillor Lang

DATE May 15, 2023

WHEREAS the goal of increasing housing supply and reducing barriers in planning processes as set out in the recent legislative, regulatory and policy changes, including new provisions from Bill 23, More Homes Built Faster Act, 2022 is welcomed; and

WHEREAS the proposed PPS (sections 2.6 and 4.3) would dramatically remove municipal power and renders aspects of the County's Official Plan, and other official plans throughout Ontario inoperative, terminating some local planning autonomy, and directly interfering with municipalities' ability to meet local variation and unique community needs; and

WHEREAS the proposed PPS changes that would allow proliferation of lots with protection restricted to specialty crop areas only diminishes the purpose, uses, and integrity of rural and agricultural lands, thereby removing protection and restricting future uses of those lands; and

WHEREAS the proposed PPS changes encourage sprawl and rural roadway strip development, rather than more fiscally and environmentally sustainable practices like intensification in established settlement areas; and

WHEREAS the province has announced changes will be proposed to natural heritage (section 4.1) that have yet to be published.

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Corporation of the United Counties of Stormont, Dundas, and Glengarry urges the province to:

- pause proposed changes to the PPS, particularly regarding natural heritage (section 4.1) and agricultural lands (sections 2.6 and 4.3)
- reinvest trust in the local planning authority of all 444 municipalities, recognizing that each Ontario municipality has unique landscapes, different housing needs and differing visions for local planning matters

AND THAT our fellow municipalities be urged to voice their concerns regarding the proposed undermining of local planning authority;

AND FURTHER THAT a copy of this resolution be sent to all 444 municipalities, The Hon. Doug Ford, Premier of Ontario, The Hon. Steve Clark, Minister of Municipal Affairs

and Housing; The Hon. Lisa Thompson, Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs, The Hon. David Piccini, Minister of Environment, Conservation and Parks, Stormont-Dundas-South Glengarry MPP Nolan Quinn, Glengarry-Prescott-Russell MPP Stéphane Sarrazin , the Association of Municipalities of Ontario, the Rural Ontario Municipal Association, the Federation of Canadian Municipalities, and the Eastern Ontario Wardens Caucus.

CARRIED

DEFEATED

DEFERRED



WARDEN



MUNICIPALITY OF
North Perth
www.northperth.ca

A Community of Character

330 Wallace Ave. N., Listowel, ON N4W 1L3

Phone: 519-291-2950

Toll Free: 888-714-1993

June 26, 2023

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building, Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1
Via Email: premier@ontario.ca

RE: Proposed New Provincial Policy Statement (PPS)

Plensed be advised that the Council of the Municipality of North Perth passed the following resolution at their regular meeting held May 15, 2023 in support of the resolution from the County of Prince Edward regarding the proposed new Provincial Policy Statement (PPS):

Moved by Councillor Rothwell **Seconded by** Councillor Johnston

THAT: The Council of the Municipality of North Perth supports the resolution received from the County of Prince Edward;

AND THAT: This resolution be sent to all municipalities in Ontario, the Premier of Ontario, the Minister of Municipal Affairs and Housing, the Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs, Minister of Environment, Perth-Wellington MPP Matthew Rae, the Association of Municipalities of Ontario and the Federation of Canadian Municipalities.

CARRIED

Attached please find a copy of the County of Prince Edward's resolution dated May 10, 2023.

If you have any questions regarding the above resolution, please do not hesitate to contact me at lcline@northperth.ca.

Sincerely,

Lindsay Cline,
Clerk/Legislative Services Supervisor
Municipality of North Perth

cc.

Hon. Steve Clark, Minister of Municipal Affairs and Housing

Hon. Lisa M. Thompson, Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs

Hon. David Piccini, Minister of the Environment, Conservation and

Parks Perth-Wellington MPP Matthew Rea

Association of Municipalities of Ontario (AMO)

Federation of Canadian Municipalities (FCM)

All Ontario Municipalities

May 10, 2023

Please be advised that during the Regular Council meeting of May 9, 2023 the following resolution regarding the proposed new Provincial Planning Statement (PPS) was carried:

RESOLUTION NO. 2023-293

DATE: **May 9, 2023**

MOVED BY: **Councillor Hirsch**

SECONDED BY: **Councillor MacNaughton**

WHEREAS the goal of increasing housing supply and reducing barriers in planning processes as set out in the recent legislative, regulatory and policy changes, including new provisions from Bill 23, More Homes Built Faster Act, 2022 is welcomed;

WHEREAS the proposed PPS (sections 2.6 and 4.3) would dramatically remove municipal power and renders aspects of the County's Official Plan, and other official plans throughout Ontario inoperative, terminating some local planning autonomy, and directly interfering with municipalities' ability to meet local variation and unique community needs;

WHEREAS the proposed PPS changes that would allow proliferation of lots with protection restricted to specialty crop areas only diminishes the purpose, uses, and integrity of rural and agricultural lands, thereby removing protection and restricting future uses of those lands;

WHEREAS the proposed PPS changes encourage sprawl and rural roadway strip development, rather than more fiscally and environmentally sustainable practices like intensification in established settlement areas; and

WHEREAS the province has announced changes will be proposed to natural heritage (section 4.1) that have yet to be published;

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Corporation of the County of Prince Edward urges the province to:

- pause proposed changes to the PPS, particularly regarding natural heritage (section 4.1) and agricultural lands (sections 2.6 and 4.3)

- reinvest trust in the local planning authority of all 444 municipalities, recognizing that each Ontario municipality has unique landscapes, different housing needs and differing visions for local planning matters;

THAT our fellow municipalities be urged to voice their concerns regarding the proposed undermining of local planning authority;

AND FURTHER THAT a copy of this resolution be sent to all 444 municipalities, The Hon. Doug Ford, Premier of Ontario, The Hon. Steve Clark, Minister of Municipal Affairs and Housing; The Hon. Lisa Thompson, Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs, The Hon. David Piccini, Minister of Environment, Conservation and Parks, Bay of Quinte MPP, Todd Smith, the Association of Municipalities of Ontario, the Federation of Canadian Municipalities, and the Eastern Ontario Wardens Caucus.

CARRIED

Yours truly,



Catalina Blumenberg, **CLERK**

cc: Mayor Ferguson, Councillor Hirsch, Councillor MacNaughton & Marcia Wallace, CAO



SOUTH GLENGARRY

Ontario's Celtic Heartland


CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF SOUTH GLENGARRY

MOVED BY	Stephanie Jaworski	RESOLUTION NO.	194-2023
SECONDED BY	Martin Lang Jm	DATE	June 19 2023

WHEREAS, the Council of the Township of South Glengarry received a resolution from the Tay Valley Township for the Minister of Municipal Affairs and Housing Letter to Retain Surplus Proceeds from Tax Sales.

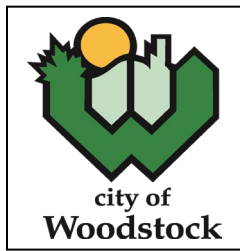
NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT, a letter be sent to all relevant taxation bodies, including the Ministry of Municipal Affairs and Housing, the Ministry of Finance, John Jordan, MPP, the Association of the Municipalities of Ontario and all other municipalities in Ontario urging them to re-instate previous legislation that permitted a Municipality to apply for and retain the surplus proceeds from a tax sale in their jurisdiction.

CARRIED
 DEFEATED
 POSTPONED



 Mayor Lachlan McDonald

Recorded Vote:	Yes	No
Mayor McDonald	—	—
Deputy Lang	—	—
Councillor Jaworski	—	—
Councillor McDonell	—	—
Councillor Bougie	—	—



Office of the City Clerk
Woodstock City Hall
P.O. Box 1539
500 Dundas Street
Woodstock, ON
N4S 0A7
Telephone (519) 539-1291

June 27, 2023

Honourable Caroline Mulroney
Ministry of Transportation
777 Bay Street, 5th floor
Toronto, Ontario M7A 1Z8

Via e-mail – minister.mto@ontario.ca

Highway Traffic Act Amendments

At the regular Council meeting held on June 15, 2023, the following resolution was passed.

“WHEREAS speeding on our roads is a major concern in our community,

AND WHEREAS speeding can occur in all areas of our community,

AND WHEREAS barriers and delays to enforcement pose a danger to our community,

AND WHEREAS our municipality has limited resources to implement speed mitigation road design and re-design,

AND WHEREAS our local police service has limited resources to undertake speed enforcement,

AND WHEREAS s.205.1 of the Highway Traffic Act (HTA) provides that Automated Speed Enforcement systems (ASE) may only be placed in designated community safety zones and school safety zones,

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT, the City of Woodstock request that the Ontario Government amend s.205.1 of the HTA to permit municipalities to locate an ASE system permanently or temporarily on any roadway under the jurisdiction of municipalities and as determined by municipalities and not be restricted to only community safety zones and school safety zones;

AND THAT a copy of this resolution be forwarded to the Ontario Minister of Transportation, the Ontario Minister of Municipal Affairs and Housing, Oxford MPP, Ernie Hardeman, the Association of Municipalities of Ontario (AMO) and all Ontario Municipalities.

Yours Truly,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Sunayana', written in a cursive style.

Sunayana Katikapalli
Deputy City Clerk

Cc: (via email)

Honourable Steve Clark, Ontario Minister of Municipal Affairs and Housing
Honourable Ernie Hardeman, Oxford County MPP
All Ontario Municipalities



June 26, 2023

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building, Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1
Via Email: premier@ontario.ca

RE: Vacant Building Official Positions

Plensed be advised that the Council of the Municipality of North Perth passed the following resolution at their regular meeting held June 5, 2023 regarding vacant building official positions:

Moved by Councillor Rothwell **Seconded by** Councillor Duncan

WHEREAS building officials in Ontario examine building plans and inspect building construction to ensure compliance with the Ontario Building Code to ensure public safety;

AND WHEREAS in October 2022, Premier Doug Ford and the Ontario government announced their intent to build 1.5 million homes in the next ten years in an effort to generate enough supply to meet a high demand for now and in the future;

AND WHEREAS according to the Ontario Building Officials Association over 50 per cent of existing building officials are eligible to retire;

AND WHEREAS according to the Ontario Building Officials Association building officials are in high demand;

AND WHEREAS many municipalities across Ontario have job postings for building officials that remain unfilled;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Municipality of North Perth urges the Provincial Government to provide support to municipalities to fill vacant building official positions;

AND FURTHER THAT this resolution be circulated to Premier Doug Ford, Steve Clark, Minister of Municipal Affairs and Housing, Provincial opposition parties, Matthew Rea MPP, all municipalities in Ontario and AMO.

CARRIED

If you have any questions regarding the above resolution, please do not hesitate to contact me at lcline@northperth.ca.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink that reads "Lindsay Cline". The signature is written in a cursive, flowing style.

Lindsay Cline,
Clerk/Legislative Services Supervisor
Municipality of North Perth

cc.

Hon. Steve Clark, Minister of Municipal Affairs and Housing
Provincial Opposition Parties
Perth-Wellington MPP Matthew Rea
Association of Municipalities of Ontario (AMO)
All Ontario Municipalities